

Convention collective nationale

**IDCC : 11. – PORTS AUTONOMES MARITIMES
ET CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE CONCESSIONNAIRES
DANS LES PORTS MARITIMES DE COMMERCE ET DE PÊCHE
(17 juillet 1947)**

ACCORD DU 15 JANVIER 2009

RELATIF AU RÉGIME DE RETRAITE

NOR : ASET0950919M

IDCC : 11

PRÉAMBULE

La CRPCCMPA, caisse de retraite des personnels des chambres de commerce maritimes et des ports autonomes, est une institution de retraite supplémentaire (IRS) relevant des articles L. 941-1 et suivants du code de la sécurité sociale dans leur version antérieure à la réforme opérée par la loi Fillon du 21 août 2003.

Cette caisse gère deux régimes de retraite supplémentaire bénéficiant au personnel titulaire non cadre des ports autonomes maritimes et des chambres de commerce concessionnaires dans les ports maritimes de commerce et de pêche en application de l'annexe II à la convention collective des personnels des ports autonomes maritimes et des chambres de commerce et d'industries concessionnaires dans les ports maritimes de commerce et de pêche dite convention « verte ». Ainsi, la CRPCCMPA gère :

- un régime dit « obligatoire » dont les modalités de fonctionnement sont organisées au titre I^{er} de l'annexe II précitée ;
- et un régime dit « supplémentaire » dont les modalités de fonctionnement sont organisées au titre II de l'annexe II précitée.

L'article 116 de la loi Fillon (1) a prévu la disparition, au 31 décembre 2008, des IRS telles que la CRPCCMPA. Ainsi, cette institution doit, au plus tard à cette date :

- se transformer en institution de prévoyance ;

(1) Loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites et dite loi Fillon.

- ou fusionner avec une institution de prévoyance ;
- ou se transformer en institution de gestion de retraite supplémentaire (IGRS). Lorsque l'IRS se transforme en IGRS, le législateur impose le transfert des provisions et réserves détenues par l'IRS au profit d'un ou plusieurs organismes assureurs (société d'assurance, institution de prévoyance ou mutuelle), et ce dans un objectif de sécurisation des droits des bénéficiaires des régimes de retraite.

C'est dans ce contexte que les partenaires sociaux se sont réunis à plusieurs occasions afin de négocier les modalités d'évolution des régimes de retraite actuellement en vigueur. Dans ce cadre, plusieurs accords collectifs d'étape ont été conclus les :

- 25 janvier 2007 ;
- 22 juin 2007 ;
- 24 octobre 2007. Cet accord de révision avait principalement pour objet d'externaliser, auprès d'un organisme assureur, l'ensemble des risques liés à la prévoyance visés à l'annexe II de la convention dite « verte » et que la CRPCCMPA n'était pas en droit de garantir ;
- 9 novembre 2007 ;
- 1^{er} avril 2008 ;
- 24 juillet 2008 ;

Le présent accord collectif a pour objectif de formaliser l'ensemble des engagements pris dans les accords d'étapes mentionnés ci-dessus, s'agissant des régimes de retraite jusqu'à présent gérés par la CRPCCMPA, c'est-à-dire à l'exclusion des décisions prises au sujet des garanties prévoyance. Ainsi, dans le présent accord collectif les partenaires sociaux confirment et précisent les modalités de :

- la fermeture du dispositif actuellement géré par la CRPCCMPA et intitulé « supplément de retraite » (chapitre I^{er}) ;
- la fermeture du dispositif actuellement géré par la CRPCCMPA et intitulé « régime obligatoire » (chapitre II). Selon la situation dans laquelle se trouvent les salariés, les anciens salariés et les ayants droit, au 31 décembre 2008, les conséquences de la fermeture du régime sont différentes. Ainsi :
 - les retraités et les ayants droit du régime qui perçoivent, au 31 décembre 2008, une pension versée par la CRPCCMPA continuent de bénéficier du dispositif dans les conditions définies par le présent accord ;
 - les anciens salariés non cadres titulaires, les salariés non cadres titulaires devenus cadres (autrement dit, les « radiés ») et les ayants droit qui n'ont pas encore liquidé leur pension auprès de la CRPCCMPA au 31 décembre 2008 verront leurs droits cristallisés selon une méthode décrite dans le présent accord ;
 - les salariés non cadres titulaires au 31 décembre 2008 verront également leurs droits cristallisés selon une méthode décrite dans le présent accord ;
 - les salariés ou anciens salariés se trouvant dans une situation différente de celles mentionnées ci-dessus ne bénéficient pas du « régime obligatoire » anciennement géré par la CRPCCMPA et

fermé en application du présent accord. En revanche, pour cette catégorie notamment, les partenaires sociaux ont décidé d'instituer un régime de retraite à cotisations définies ;

- la transformation de la CRPCCMPA en IGRS (chapitre IV).

Par ailleurs, les signataires du présent accord ont souhaité instituer une commission consultative de suivi des contrats d'assurance (chapitre III).

Le chapitre V du présent accord traite des données financières et contractuelles liées à l'évolution du régime et à la transformation de la caisse et le chapitre VI regroupe les dispositions générales applicables à l'accord.

Parallèlement, un autre accord collectif organise la mise en place, au bénéfice de l'ensemble du personnel non cadre, d'un régime de retraite à cotisations définies à compter du 1^{er} janvier 2009.

CHAPITRE I^{er}

La fermeture du régime géré par la CRPCCMPA et intitulé « supplément de retraite »

Article 1^{er}

Objet

Le « supplément de retraite » à prestations définies a été mis en place le 1^{er} janvier 1993 dans un contexte financier très différent de celui constaté lors des négociations portant sur :

- la transformation de la CRPCCMPA en IGRS ;
- et le transfert des réserves et provisions de la CRPCCMPA à un ou des organismes assureurs afin de sécuriser les droits des bénéficiaires des régimes.

Parallèlement, les partenaires sociaux ont toujours affirmé que leur priorité était la pérennité du « régime obligatoire ».

Dans ce contexte, les partenaires sociaux sont convenus que la fermeture du « supplément de retraite » permettait de mieux préserver les droits des bénéficiaires au titre du « régime obligatoire ».

Article 2

Fermeture du « supplément de retraite »

Le « supplément de retraite » est fermé, à compter du 31 décembre 2008, selon les modalités suivantes :

- les anciens salariés et les ayants droit des anciens salariés qui perçoivent une pension, au titre du « supplément de retraite », à la date du 31 décembre 2008, continueront de percevoir cette pension jusqu'au 31 décembre 2009. A compter du 1^{er} janvier 2010 le versement de la pension du « supplément de retraite » cessera définitivement ;
- les salariés non cadres titulaires, les anciens salariés non cadres titulaires et les salariés non cadres titulaires devenus cadres (autrement dit, les « radiés ») qui, au 31 décembre 2008, ne perçoivent pas encore de pension au titre du « supplément de retraite », peuvent liquider leur pension au titre de ce régime, avant le 31 décembre 2009, s'ils en rem-

plissent les conditions. En pratique, toute demande de liquidation du supplément de retraite doit être formulée avant le 31 décembre 2010 auprès de l'IGRS.

En tout état de cause, à compter du 1^{er} janvier 2010 le versement de la pension du « supplément de retraite » cessera définitivement.

A l'exception de ce qui est organisé au présent chapitre, l'ensemble des conditions et modalités de liquidation des pensions du « supplément de retraite » sont celles fixées au titre II « section supplément de retraite » de l'annexe II de la convention collective des personnels des ports autonomes maritimes et des chambres de commerce et d'industries concessionnaires dans les ports maritimes de commerce et de pêche ;

- les salariés ou anciens salariés se trouvant dans une situation différente de celles mentionnées ci-dessus ne percevront aucune pension au titre du « supplément de retraite ».

Article 3

Réversion

La rente s'entend d'une rente réversible à 70 % dans les conditions et selon les modalités fixées au titre II « section supplément de retraite » de l'annexe II de la convention collective des personnels des ports autonomes maritimes et des chambres de commerce et d'industries concessionnaires dans les ports maritimes de commerce et de pêche dit convention « verte ».

Article 4

Modalités de versement

Les pensions sont versées trimestriellement à terme à échoir.

Article 5

Transfert de risque. – Financement

Il est procédé à l'achat de rentes temporaires immédiates, tenant compte de l'éventuelle réversion qui pourrait intervenir, pour anciens salariés et pour les ayants droit qui perçoivent, au 31 décembre 2008, une pension ou une pension de réversion.

Un fonds collectif est constitué pour les engagements correspondant aux pensions et pensions de réversion non encore liquidées au 31 décembre 2008. Au fur et à mesure des liquidations de ces pensions, postérieurement au 31 décembre 2008, les capitaux constitutifs de rentes temporaires seront prélevés sur le fonds collectif et le risque transféré aux organismes assureurs.

Les pensions versées par l'organisme assureur en application du présent chapitre seront financées par :

- le transfert d'une partie des réserves et provisions de la CRPCCMPA auprès de l'organisme assureur choisi afin de procéder à l'achat de rentes temporaires immédiates et de doter le fonds collectif susmentionné à hauteur de 236 456 219 € (cf. art. 17) ;
- une dotation des employeurs, au prorata de leur engagement, afin de combler l'éventuelle différence entre le montant des engagements correspondant aux pensions non encore liquidées au 31 décembre 2008 et celui des provisions et réserves transférées par la CRPCCMPA dans le fonds collectif.

Le fonds collectif sera clos au 31 décembre 2010. L'éventuel excédent sera reversé sur le contrat d'assurance du régime obligatoire.

CHAPITRE II

La fermeture du régime géré par la CRPCCMPA et intitulé « régime obligatoire »

Article 6

Objet

Compte tenu de la situation financière de la CRPCCMPA, les partenaires sociaux sont convenus de la nécessité de fermer le « régime obligatoire ». Pour ce faire, il a été décidé de moduler les effets de la fermeture selon la situation dans laquelle se trouvent les personnes concernées. Ainsi, les conséquences de la fermeture seront différentes selon que :

- la CRPCCMPA verse, au 31 décembre 2008, une rente à un ancien salarié ou à ses ayants droit ;
- ou la CRPCCMPA ne verse pas, au 31 décembre 2008, une rente à un ancien salarié ou à ses ayants droit.

Article 7

Les pensions déjà liquidées au 31 décembre 2008

Article 7.1

Les pensions directes

Pour les participants qui perçoivent une pension de retraite de la CRPCCMPA au 31 décembre 2008, les capitaux constitutifs des pensions sont transférés à un organisme assureur, au plus tard le 31 décembre 2008, afin que ce dernier s'engage à verser, de façon viagère :

- le même montant que le dernier versé par la caisse de retraite avant le transfert ;
- et l'éventuelle réversion, selon les modalités décrites à l'article 7.2 ci-après.

Mais, afin de procéder à ce transfert, plusieurs modifications du régime doivent être opérées s'agissant :

- de revalorisation des pensions ;
- des modalités de détermination des pensions de réversion.

7.1.1. Les modalités de détermination des pensions de réversion pour les ayants droit

La rente des anciens salariés s'entend d'une rente réversible à 70 %. La pension de réversion est donc égale à 70 % du montant de la dernière pension de retraite supplémentaire perçue par le retraité avant son décès, selon les modalités décrites ci-après.

La pension de réversion est versée au plus tôt lorsque l'(les) ayant(s) droit ont liquidé les pensions de réversion au titre du régime de retraite complémentaire ARRCO.

Conformément à l'article L. 912-4 du code de la sécurité sociale, le(s) conjoint(s) séparé(s) de corps ou divorcé(s) non remarié(s), quelle que soit la cause de séparation de corps ou du divorce, aura (auront) droit à une fraction de la pension.

En cas d'attribution d'une pension de réversion au conjoint survivant et au(x) conjoint(s) séparé(s) de corps ou divorcé(s) non remarié(s), les droits de chacun d'eux ne pourront être inférieurs à la part qui lui reviendrait si celle-ci était calculée au prorata de la durée respective de chaque mariage.

La rente de réversion cesse d'être versée en cas de remariage du conjoint et/ou de l'ex-conjoint bénéficiaire.

En cas de mariage ou de remariage du retraité postérieur à la liquidation de sa pension, ou dans le cas où les informations communiquées à la date de liquidation de la pension de retraite seraient inexactes ou incomplètes au regard de la situation connue à la date du décès, le montant de la rente de base ou de la pension de réversion sera recalculé, de telle sorte que, en tout état de cause, les engagements des organismes assureurs ne se trouvent pas aggravés.

Article 7.2

Les pensions de réversion

Pour les ayants droit qui perçoivent, au 31 décembre 2008, une pension de réversion, les capitaux constitutifs de ces pensions sont transférés à un organisme assureur afin que ce dernier s'engage à verser, de façon viagère, le même montant que le dernier versé par la caisse de retraite avant le transfert.

Ces pensions de réversion sont versées et revalorisées selon les modalités prévues au contrat d'assurance annexé au présent accord.

Les rentes sont versées trimestriellement à terme à échoir.

Article 7.3

La revalorisation des pensions

Les rentes directes ou de réversion sont versées et revalorisées selon les modalités prévues au contrat d'assurance annexé au présent accord.

Un accord paritaire de branche proposera chaque année le niveau de la revalorisation à appliquer aux rentes en cours, dans la limite des résultats technique et financier du contrat d'assurance de l'assureur.

Article 8

Les pensions non encore liquidées au 31 décembre 2008

Article 8.1

Bénéficiaires concernés

Les bénéficiaires sont :

- les salariés non cadres titulaires au 31 décembre 2008 mais qui n'ont pas encore liquidé de pension de retraite au titre du « régime obligatoire » à cette date ;
- les anciens salariés non cadres titulaires qui n'ont pas encore liquidé leur pension au titre du « régime obligatoire » au 31 décembre 2008 et qui ont acquis des droits au titre de ce régime ;
- les ayants droit des anciens salariés non cadres titulaires qui n'ont pas encore liquidé leur pension de réversion au titre du « régime obligatoire » au 31 décembre 2008 et qui ont acquis des droits au titre de ce régime.

En tout état de cause, les salariés titularisés après le 31 décembre 2008 n'ont aucun droit au titre du présent régime.

Article 8.2

Détermination de la pension annuelle

Le montant de la pension supplémentaire additionnelle brute est déterminé au 31 décembre 2008, de la façon suivante : 0,24 % de la rémunération de référence (telle que définie à l'article 8.2.2) × durée des services validés (telle que définie à l'article 8.2.1).

Sur la base de la situation des bénéficiaires au 31 décembre 2008, le montant de la pension supplémentaire additionnelle ainsi déterminé est majoré, pour les bénéficiaires ayant eu au moins 3 enfants, de la façon suivante :

- 10 % pour 3 enfants ;
- 15 % pour 4 enfants ;
- 20 % pour 5 enfants ;
- 25 % pour 6 enfants ;
- 30 % pour 7 enfants et au-delà.

Ouvrent également droit à la majoration les enfants n'ayant pas de lien de filiation directe avec le salarié mais ayant été élevés par celui-ci pendant au moins 9 ans avant le 16^e anniversaire et ayant été à la charge du salarié ou à celle de son conjoint.

8.2.1. Détermination de la durée de services validés

La durée de services validés acquise, au plus tard le 31 décembre 2008, en qualité de salarié titulaire non cadre est calculée selon les modalités fixées ci-après :

Nombre de jours d'affiliation à la CRPCCMPA entre la date de titularisation et la rupture du contrat ou le passage au statut de cadre et, en tout état de cause, au plus tard le 31 décembre 2008 divisé par 365,25.

En tout état de cause, aucune durée de service validé n'est acquise à partir de l'âge de 65 ans.

Pour le calcul de la durée de services validés sont prises en compte, au 31 décembre 2008 :

- les périodes pendant lesquelles a été accordée une des garanties de ressources prévues à l'article 25 de la convention collective dite « verte » et ayant donné lieu au versement de cotisations à la CRPCCMPA ;
- les périodes de service militaire, de service civil, de mobilisation, de captivité et de déportation accomplies après la titularisation du salarié non cadre et avant la rupture de son contrat.

Cas des salariés à temps partiel :

S'agissant des salariés exerçant ou ayant exercé leur activité à temps partiel, leur durée de services validés est déterminée comme s'ils avaient occupé une activité à temps complet, les périodes non travaillées étant prises en compte en totalité, conformément aux dispositions de l'article L. 212-4-5, alinéa 4, du code du travail.

8.2.2. Détermination de la rémunération de référence

Un coefficient hiérarchique moyen correspondant aux 10 meilleures années prises en compte pour la détermination de la durée de services validés au sens de l'article 8.2.1 est déterminé.

Ce coefficient hiérarchique moyen :

- est déterminé en prenant en compte les coefficients hiérarchiques des salariés non cadres titularisés, au sens du protocole d'accord national sur les grilles de classement du 28 mai 1991 ;
- ne peut pas être inférieur à 190.

Le « salaire annuel normal sans majoration » est défini à l'article 9 de la convention collective dite « verte ». Il s'agit du salaire calculé pour la catégorie et le coefficient de l'agent et pour l'horaire normal de travail du service auquel il appartient (c'est-à-dire hors des heures accomplies au-delà de la durée légale du travail).

La rémunération de référence s'entend du « salaire annuel normal sans majoration », majoré de la seule majoration au titre de l'ancienneté prévue à l'article 10 de la convention collective dite « verte », et correspondant au coefficient hiérarchique moyen tel que déterminé ci-dessus.

Article 8.3

Prestations en cas de décès

8.3.1. Décès du bénéficiaire avant la liquidation de la pension

En cas de décès du bénéficiaire avant la liquidation de sa retraite au titre du présent règlement, les droits sont maintenus au profit des conjoints.

La prestation est alors égale à 70 % du montant de la rente déterminée selon les modalités organisées à l'article 8.2 du présent accord.

La pension de réversion est versée au plus tôt lorsque les ayants droit ont liquidé les pensions de réversion au titre du régime de retraite complémentaire ARRCO.

Cette prestation est versée sous forme de rente viagère aux conjoints survivants tels que définis par l'article 8.3.3 du présent accord et dans les mêmes conditions.

8.3.2. Décès du bénéficiaire postérieurement à la liquidation de la pension

La rente des anciens salariés s'entend d'une rente réversible à 70 %. La pension de réversion est donc égale à 70 % du montant de la dernière pension de retraite supplémentaire perçue par le retraité avant son décès, selon les modalités décrites ci-après.

La pension de réversion est versée au plus tôt lorsque les ayants droit ont liquidé les pensions de réversion au titre du régime de retraite complémentaire ARRCO.

En cas de mariage ou de remariage du retraité postérieur à la liquidation de sa pension, le montant de la rente de base ou de la pension de réversion sera recalculé de telle sorte que, en tout état de cause, les engagements des organismes assureurs ne se trouvent pas aggravés.

8.3.3. Généralités sur les prestations versées en cas de décès

Conformément à l'article L. 912-4 du code de la sécurité sociale, les conjoints séparés de corps ou divorcés non remariés, quelle que soit la cause de séparation de corps ou du divorce, auront droit à une fraction de la pension.

En cas d'attribution d'une pension de réversion au conjoint survivant et aux conjoints séparés de corps ou divorcés non remariés, les droits de chacun d'eux ne pourront être inférieurs à la part qui lui reviendrait si celle-ci était calculée au prorata de la durée respective de chaque mariage.

La rente de réversion cesse d'être versée en cas de remariage du conjoint et/ou de l'ex-conjoint bénéficiaire.

Dans le cas où les informations communiquées à la date de liquidation de la pension de retraite seraient inexactes ou incomplètes au regard de la situation connue à la date du décès, le montant de la pension de réversion sera recalculé de telle sorte que, en tout état de cause, les engagements des organismes assureurs ne se trouvent pas aggravés.

Article 9

Modalités de versement et revalorisations

Les rentes sont versées et revalorisées selon les modalités prévues au contrat d'assurance annexé au présent accord.

Les rentes sont versées trimestriellement à terme à échoir.

Un accord paritaire de branche proposera chaque année le niveau de la revalorisation à appliquer aux rentes en cours, dans la limite des résultats techniques et financier du contrat d'assurance de l'assureur.

Article 10

Transfert de risque. – Financement

Il est procédé à l'achat de rentes viagères immédiates pour les anciens salariés (en tenant compte de l'éventuelle réversion qui pourrait intervenir) et pour les ayants droit qui perçoivent, au 31 décembre 2008, une pension ou une pension de réversion.

Pour les salariés, anciens salariés et ayants droit qui n'ont pas encore liquidé de pension de retraite ou de réversion au 31 décembre 2008, il est procédé à l'achat de rentes viagères différées. Pour des raisons pratiques, le montant correspondant à ces rentes viagères différées sera placé dans un fonds collectif, pendant une durée de 1 an, le temps que soient finalisés les calculs individuels relatifs à la cristallisation des droits au titre du « régime obligatoire ».

Les pensions versées par l'organisme assureur en application du présent chapitre seront financées par :

- le transfert d'une partie des réserves et provisions de la CRPCCMPA auprès de l'organisme assureur choisi ;
- et une dotation des employeurs, afin de combler la différence entre le montant des engagements au 31 décembre 2008 et celui des provisions et réserves transférées par la CRPCCMPA. Cette dotation sera effectuée au plus tard le 31 décembre 2009.

Les employeurs sont tenus au paiement de cette dotation globale estimée à environ 171 M€ répartie entre eux tel que précisé en annexe V.

Dans le cas où un employeur ne s'acquitterait pas de la dotation qui lui serait demandée, sur la base de répartition susmentionnée, les droits des salariés et anciens salariés dudit employeur seront réduits, voire supprimés, en donnant priorité aux retraités selon les règles définies dans l'arrêté du 25 juillet 2008 relatif à la liquidation des IRS.

Commission consultative de suivi

Article 11

Composition

Une commission consultative de suivi des régimes de retraite supplémentaire mentionnés dans le présent accord et assurés auprès d'Ariat assurance et de Premalliance est constituée et composée des membres des deux collèges suivants :

- collège des adhérents : 3 représentants, élus par le collège des adhérents à l'assemblée générale de l'IGRS ;
- collège participants : 3 représentants, élus par le collège des participants à l'assemblée générale de l'IGRS.

La durée du mandat des membres de la commission consultative de suivi est de 4 ans. Le mandat des membres sortants peut être renouvelé.

Les fonctions de membres de la commission consultative de suivi sont gratuites. Toutefois, des indemnités pour frais de déplacement peuvent être allouées.

La commission consultative de suivi élit, en alternance, et pour une durée de 1 an, un président et un vice-président, obligatoirement choisis parmi les membres appartenant à des collèges différents. La commission consultative de suivi peut, à tout moment, mettre un terme aux fonctions du président et du vice-président. Les fonctions de président et de vice-président cessent, en tout état de cause, lorsque le titulaire perd la qualité de membre de la commission consultative de suivi.

Le président assure le fonctionnement de la commission consultative de suivi. Il convoque, fixe l'ordre du jour et préside les réunions de la commission consultative de suivi. Il cosigne avec le vice-président les procès-verbaux des délibérations de la commission consultative de suivi.

Le vice-président seconde le président dans toutes ses fonctions. Il le remplace en cas d'empêchement.

Les fonctions de président et de vice-président sont gratuites. Toutefois, des indemnités pour frais de déplacement peuvent être allouées.

Article 12

Réunions et délibérations de la commission consultative de suivi

La commission consultative de suivi se réunit sur convocation de son président (ou de son vice-président en cas d'empêchement) chaque fois que celui-ci le juge utile, et au moins une fois par an. Le président (ou, à défaut, le vice-président) fixe l'ordre du jour des réunions de la commission consultative.

Le président (ou, à défaut, le vice-président) est tenu de convoquer la commission consultative de suivi si une réunion est demandée par au moins la moitié des membres de la commission consultative qui fixent alors l'ordre du jour correspondant.

Les convocations sont adressées 8 jours avant la réunion, par lettre simple. Elles mentionnent l'ordre du jour de la réunion arrêté par le président (ou, à défaut, le vice-président) ou par les membres de la commission consultative, qui ont demandé la réunion.

La commission consultative se réunit dans les locaux de l'IGRS ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Il est tenu, à chaque réunion, un registre de présence signé par les membres participant à la réunion de la commission.

La commission consultative de suivi ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Dans le cas contraire, une seconde réunion sera organisée dans un délai de 15 jours, aucun quorum n'étant alors requis.

Les délibérations de la commission consultative sont prises à la majorité des membres présents et sont consignées dans un procès-verbal qui doit être approuvé à la réunion suivante et signé des président et vice-président.

Article 13

Attributions de la commission consultative

La commission consultative établit un rapport annuel à destination des partenaires sociaux.

La commission consultative a exclusivement pour mission :

- d'analyser les résultats annuels, techniques et financiers, du contrat ;
- de contrôler les modalités de revalorisation des rentes ;
- de contrôler le calcul des pensions au moment de la liquidation des retraites ;
- de présenter les résultats des contrats aux partenaires sociaux.

CHAPITRE VI

La transformation de la CRPCCMPA en IGRS

Article 14

Principe

En application de l'article 116 de la loi Fillon, la CRPCCMPA sera transformée en institution de gestion de retraite supplémentaire (IGRS) après transfert de toutes ses réserves et provisions auprès de l'organisme assureur avec lequel un contrat aura été conclu.

Cette transformation sera effective une fois que les nouveaux statuts auront été :

- adoptés lors d'une assemblée générale extraordinaire conformément à l'article R. 941-6 du code de la sécurité sociale qui renvoie à l'article R. 931-3-30 du même code et à l'article 23 des statuts actuels de la CRPCCMPA ;
- et déposés, dans le mois qui suit leur adoption, auprès du ministre chargé de la sécurité sociale ainsi que de l'ACAM, conformément à l'article R. 941-4 du code de la sécurité sociale.

En application de l'article L. 941-2 du code de la sécurité sociale, la CRPCCMPA ne pourra alors plus accomplir que des opérations relatives à la gestion administrative de régimes de retraites.

La responsabilité de l'IGRS ne pourra pas être engagée au titre de la garantie des engagements résultant du règlement de retraite et du présent accord.

Article 15

Modifications statutaires

Les modifications statutaires nécessaires à la transformation de l'IRS en IGRS, dont un projet est joint au présent accord, seront définitivement fixées dans les statuts de l'IGRS, tels qu'adoptés par une assemblée générale extraordinaire.

Article 16

Modalités de financement de l'IGRS pour son fonctionnement

En contrepartie de la gestion administrative qu'elle opère paritairement, les ressources de l'IGRS sont constituées par une contribution financière annuelle versée par l'Union des ports de France (UPF) pour le compte des entreprises adhérentes.

Cette contribution est fixée à 25 000 € au titre de l'exercice 2009.

Elle pourra faire l'objet de réajustements ultérieurs au vu des dépenses réelles supportées par l'IGRS puis d'une indexation annuelle suivant l'indice des prix à la consommation (indice INSEE hors tabac).

Elle pourra faire l'objet d'un abondement en cas de dépense exceptionnelle liée à l'accomplissement de ses missions en application des décisions de son conseil d'administration.

La contribution annuelle est versée au plus tard le 31 janvier de l'exercice en cours.

CHAPITRE V

Données financières et contrat d'assurance

Article 17

Le montant des provisions et réserves

Les provisions et réserves de l'institution sont constituées en contrepartie de l'ensemble des actifs de l'institution.

Par conséquent, le montant des provisions et réserves qui sera transféré à l'organisme assureur s'élève à 236 456 219 € compte tenu de la valeur de réalisation des placements financiers et immobiliers de la CRPCCMPA au 30 juin 2008, évalués conformément aux dispositions des articles R. 931-10-42 et R. 931-10-42-1 du code de la sécurité sociale. Le montant à transférer se décompose comme suit :

- provisions et réserves au 30 juin 2008 : 73 622 650 € ;
- cotisations exceptionnelles versée par les adhérents : 159 204 547 € ;
- plus-values latentes sur actifs financiers au 30 juin 2008 : 3 636 022 € ;
- cotisations à recevoir au second semestre 2008 : 2 300 000 € ;
- allocations à payer au second semestre 2008 : 3 647 000 € ;
- coût de la gestion administrative jusqu'à la transformation de l'IRS : 700 000 € ;
- estimation des produits financiers du second semestre 2008 : 2 000 000 € ;

- coût de la gestion administrative au titre de la fermeture du régime : 40 000 € ;
- provisions et réserves à transférer : 236 456 219 €.

Bien évidemment, les montants susmentionnés pourraient être amenés à évoluer, dans de faibles proportions, selon la date à laquelle ils sont liquidés pour être transférés. Une fois la liquidation opérée, le montant définitif des sommes transférées à l'organisme assureur sera mentionné dans une annexe au présent accord. Cette annexe sera paraphée par les parties au présent accord.

Article 18

Le transfert des provisions et réserves et des engagements correspondants

Les parties au présent accord proposent de transférer l'ensemble des réserves et provisions mentionnées à l'article précédent du présent accord aux organismes assureurs auprès desquels des contrats seront souscrits.

Les engagements au titre du régime obligatoire et du régime supplémentaire transférés à l'organisme assureur correspondent :

- à la date du 31 décembre 2008, aux pensions de retraite et de réversion déjà liquidées, pour un montant de 75 847 458 €, dont :
 - 72 630 466 € au titre du régime obligatoire ;
 - 3 216 992 € au titre du régime supplémentaire ;
- au plus tard à la date du 31 décembre 2009 aux pensions de retraite et aux prestations en cas de décès non encore liquidées au 31 décembre 2008, pour un montant de 170 080 700 €, dont :
 - 169 871 339 € au titre du régime obligatoire ;
 - 209 361 € au titre du régime supplémentaire.

Ici encore, les montants susmentionnés pourraient être amenés à évoluer, dans de faibles proportions, selon la date d'entrée en vigueur du présent accord. Une fois cette date déterminée, le montant définitif des engagements viagers transférés à l'organisme assureur sera mentionné dans une annexe au présent accord. Cette annexe sera paraphée par les parties au présent accord.

Au moment de la conclusion du contrat d'assurance, l'organisme assureur recevra donc une somme équivalente au montant des capitaux constitutifs des pensions de retraite et de réversion déjà liquidées mais également d'une partie des pensions de retraite et prestations en cas de décès non encore liquidées. Pour ce faire, il sera procédé :

- au transfert des réserves et provisions de la CRPCCMPA ;
- et, par la suite, et au plus tard le 31 décembre 2009, à une dotation des employeurs concernés par le régime, dans le but de combler la différence entre le montant des engagements viagers transférés à l'organisme assureur et celui des provisions et réserves transférées par la CRPCCMPA au 31 décembre 2008.

Autrement dit, il est procédé à un achat :

- de rentes viagères immédiates pour les bénéficiaires définis à l'article 7 du présent accord et pour les ayants droit percevant, à la date d'entrée en vigueur du présent accord, une pension de réversion ;
- de rentes viagères différées pour les bénéficiaires mentionnés à l'article 8 du présent accord et pour les prestations en cas de décès non encore liquidées, l'acquisition définitive de ces rentes intervenant au plus tard le 31 décembre 2009.

Article 19

Vente de l'immeuble

Les parties conviennent de vendre à l'assureur La Mondiale, l'immeuble détenu par la CRPCCMPA. Le prix en est fixé à 1 600 000 € hors droits et hors frais d'acte.

La vente interviendra au cours du deuxième trimestre 2009 et le produit de la vente sera intégralement transféré aux assureurs retenus. Ce produit sera réparti comme suit :

a) 1 000 000 € viendront abonder le fonds collectif du contrat d'assurance ;

b) 600 000 € viendront abonder le fonds de revalorisation et de régulation.

Article 20

L'organisme assureur

A la suite d'un appel d'offres Arial assurance et Premalliance ont été retenus. Le contrat sera proposé sous la forme d'une co-assurance Arial assurance (85 %) et Premalliance (15 %).

C'est donc auprès de cet organisme assureur que seront :

- transférés les réserves et provisions de la CRPCCMPA mentionnées à l'article 17 du présent accord ;
- et versées les dotations nécessaires des employeurs afin de combler la différence entre le montant des engagements viagers transférés à l'organisme assureur et celui des provisions et réserves transférées par la CRPCCMPA.

Conformément à l'article L. 912-2 du code de la sécurité sociale, les parties signataires devront, dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord, réexaminer le choix de l'organisme assureur. A cet effet, elles se réuniront 6 mois avant l'échéance à l'initiative de la partie la plus diligente. Ces dispositions n'interdisent pas, avant cette date, la modification, la résiliation ou le non-renouvellement, d'un commun accord, du contrat de garanties collectives, suite à un avenant au présent accord.

CHAPITRE VI

Données générales

Article 21

Date d'effet. – Conditions suspensives

Le présent accord entrera en vigueur le 31 décembre 2008, sous réserve de la réalisation de la condition suspensive suivante : la publication de la décision d'approbation, par l'ACAM, des modifications apportées au règlement.

Dans le cas où son entrée en vigueur serait décalée du fait d'un retard lié à la condition suspensive mentionnée ci-dessus, il prendra effet à compter du premier jour du mois suivant la réalisation de la dernière de ces conditions.

Article 22

Durée. – Révision. – Dénonciation

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra, à tout moment, être modifié ou dénoncé en respectant les procédures prévues par les articles L. 2261-7, L. 2261-8 et L. 2261-9 et suivants du code du travail.

Ainsi, les parties signataires du présent accord ont la faculté de le modifier.

La demande de révision, qui peut intervenir à tout moment à l'initiative de l'une des parties signataires, doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception aux autres signataires.

L'ensemble des partenaires sociaux se réunira alors dans un délai de 1 mois à compter de la réception de cette demande afin d'envisager l'éventuelle conclusion d'un avenant de révision.

L'éventuel avenant de révision se substituera de plein droit aux dispositions du présent accord qu'il modifiera.

Les parties signataires du présent accord ont également la possibilité de le dénoncer moyennant un préavis de 3 mois.

La dénonciation par l'une des parties signataires doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception aux autres signataires et faire l'objet d'un dépôt.

L'ensemble des partenaires sociaux se réunit alors dans un délai de 1 mois à compter de la réception de la notification afin d'envisager l'éventuelle conclusion d'un accord de substitution à l'issue du délai de préavis de 3 mois.

L'accord dénoncé continue donc à produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur du nouvel accord qui lui est substitué ou, à défaut, pendant une durée de 1 an à compter de l'expiration du préavis de 3 mois.

Article 23

Clause de substitution

Le présent accord se substitue, en totalité, à tous les accords collectifs, référendum et décisions unilatérales ayant le même objet.

Cet accord se substitue donc aux dispositions :

- de l'article 34, alinéa 1, de la convention collective des personnels des ports autonomes maritimes et des chambres de commerce et d'industries concessionnaires dans les ports maritimes de commerce et de pêche dit convention « verte » ;
- de l'annexe II de la convention collective des personnels des ports autonomes maritimes et des chambres de commerce et d'industries concessionnaires dans les ports maritimes de commerce et de pêche dit convention « verte » ;
- aux accords d'étapes mentionnés en préambule,

s'agissant exclusivement des dispositions relatives à la retraite jusqu'à présent de la compétence de la CRPCCMPA. Aussi, tous les accords intervenus en matière de prévoyance et de retraite complémentaire (ARRCO) demeurent applicables et le présent accord ne s'y substitue pas.

Malgré cette substitution, l'objet du présent accord est de maintenir certains droits et obligations décrits dans cette convention, pendant une durée déterminée, à savoir : certains droits relatifs au « régime supplémentaire ». Dans ces circonstances, afin de faciliter la lecture du présent accord, les parties ont souhaité y annexer l'annexe précitée. Il est convenu, qu'à l'exception des dispositions auxquelles il est expressément renvoyé, les termes de cette annexe ne font en aucune manière partie intégrante de l'accord.

Article 24

Dépôt. – Publicité. – Transmission

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires (une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique) auprès des services centraux du ministre chargé du travail, dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

En outre, un exemplaire sera établi pour chaque partie.

Le présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives et non signataires de celui-ci.

Par ailleurs, en application de l'article 116-VI de la loi Fillon, un exemplaire du présent accord sera transmis à l'ACAM.

Fait à Paris, le 15 janvier 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UPF.

Syndicats de salariés :

FGTE CFDT ;

FNPD CGT.

Annexes (1)

- annexe I : annexe II à la convention collective des personnels des ports autonomes maritimes et des chambres de commerce et d'industries concessionnaires dans les ports maritimes de commerce et de pêche dite convention « verte » ;
- annexe II : note technique sur la cristallisation ;
- annexe III : projets de contrats d'assurance ;
- annexe IV : statuts de l'IGRS ;
- annexe V : répartition des engagements et du financement entre les employeurs.

(1) Les annexes I à V au présent accord ne sont pas reproduites dans la présente parution mais consultables sur le site : journal-officiel-gouv.fr, rubrique : BO conventions collectives, à la suite du présent texte.

Annexe 2

CRPCCMPA

DETERMINATION DE LA RENTE CRISTALLISEE A LA FERMETURE DU REGIME

NOTE TECHNIQUE

PLAN

PREAMBULE	2
I. IDENTIFICATION DES POPULATIONS.....	3
1.1 Description des catégories	3
1.2 Condition d'octroi de la rente cristallisée	4
2. DETERMINATION DE LA RENTE CRISTALLISEE	5
2.1 Détermination de la durée de services validés	5
2.2 Détermination de la rémunération de référence.....	6
2.2.1 Coefficient hiérarchique moyen	6
2.2.2 Rémunération de référence sans majoration d'ancienneté.....	6
2.2.3 Taux de majoration de la rémunération de référence	6
2.3 Détermination de la rente cristallisée a la fermeture du régime.....	7
2.3.1 Rente de base.....	7
2.3.2 Majoration pour enfants	7
2.3.3 Rente cristallisée a la fermeture du régime	8

PREAMBULE

La fermeture du régime obligatoire de la CRPCCMPA au 31 décembre 2008 s'accompagne d'une cristallisation des droits à retraite des participants de la Caisse de Retraite.

L'objectif de la présente note technique consiste à préciser les règles de calcul de la rente cristallisée des participants à la Caisse de Retraite n'ayant pas encore liquidé leur rente de retraite à la date de fermeture du régime obligatoire.

Il convient de préciser que les autres conséquences de la fermeture de ce régime (conditions de revalorisation des pensions, de liquidation des droits à réversion, ...) prévues dans l'accord collectif du 5 décembre 2008 ne sont pas abordées dans le document.

I. IDENTIFICATION DES POPULATIONS

I.1 DESCRIPTION DES CATEGORIES

Cette cristallisation des droits aura diverses conséquences en fonction de la catégorie des participants :

1. Retraité de droit direct

Les allocataires de droit direct à la date de fermeture du régime obligatoire qui perçoivent une rente de la CRPCCMPA continueront à recevoir le même montant de rente.

2. Réversataire (conjoint survivant ayant liquidé ses droits à réversion à l'ARRCO)

Les réversataires à la date de fermeture du régime obligatoire qui perçoivent une rente de la CRPCCMPA continueront à recevoir le même montant de rente.

3. Conjoint (conjoint survivant n'ayant pas liquidé ses droits à réversion à l'ARRCO)

Les conjoints survivants qui perçoivent une pension de conjoint de l'URRPIMMEC (Groupe Malakoff) à la date de fermeture continueront à recevoir cette pension jusqu'à la date de liquidation de la pension de réversion à l'ARRCO (c'est-à-dire 55 ans ou le 1^{er} jour du mois qui suit le décès sous certaines conditions).

A la liquidation de la pension de réversion à l'ARRCO, le versement de la pension de conjoint cesse et l'IGRS versera à compter de cette date, jusqu'à son décès, une rente de réversion dont le principe de calcul de la rente est précisé ci-après.

4. Orphelin

Les orphelins à la date de fermeture du régime obligatoire perçoivent depuis le 1^{er} janvier 2008 une rente éducation, versée par l'URRPIMMEC et continueront à recevoir cette pension jusqu'à leur 21^{ème} anniversaire (ou jusqu'à leur décès dans le cas des orphelins invalides).

5. Actif présent à la date de fermeture (salariés non cadres titulaires au 31 décembre 2008)

Les salariés actifs dans les établissements adhérents à la CRPCCMPA à la date de fermeture du régime obligatoire percevront à la liquidation de leurs pensions au Régime Général (CNAVTS) et à l'ARRCO, une pension de retraite dont le principe de calcul est précisé ci-après.

6. Radié (anciens salariés non cadres titulaires et salariés non cadres titulaires devenus cadres)

Les participants qui ont cotisé à la CRPCCMPA mais qui ne cotisent plus à la Caisse de Retraite à la date de fermeture du régime obligatoire, percevront à la liquidation de leurs pensions au Régime Général (CNAVTS) et à l'ARRCO, une pension de retraite dont le principe de calcul est précisé ci-après.

7. Invalide / Préretraité (salariés ou anciens salariés se trouvant dans une situation différente de celles des actifs et des radiés)

Les participants ayant le statut d'invalidé ou de préretraité à la date de fermeture du régime obligatoire (et qui n'ont plus de lien contractuel à la date de fermeture avec un établissement adhérent à la CRPCCMPA), percevront à la liquidation de leurs pensions au Régime Général (CNAVTS) et à l'ARRCO, une pension de retraite dont le principe de calcul est précisé ci-après.

I.2 CONDITION D'OCTROI DE LA RENTE CRISTALLISEE

Un participant, issu des catégories 5, 6 ou 7 définies ci-avant, peut prétendre à une rente cristallisée au titre du régime obligatoire de la CRPCCMPA s'il a acquis au minimum 6 mois d'ancienneté à la date de fermeture du régime.

Un participant issu de la catégorie 3 (conjoint survivant n'ayant pas liquidé ses droits à réversion à l'ARRCO), peut également prétendre à une rente cristallisée au titre du régime obligatoire de la CRPCCMPA dont le versement prendra effet à la date de liquidation de ses droits à réversion à l'ARRCO.

2. DETERMINATION DE LA RENTE CRISTALLISEE

L'accord collectif du 5 décembre 2008 prévoit que le montant de la pension supplémentaire additionnelle brute est égal à « 0,24 % de la rémunération de référence (telle que définie à l'article 8.2.2.) » multiplié par la « durée de services validés (telle que définie à l'article 8.2.1.) ».

Compte tenu de la disposition ci-dessus, la formule de calcul de la rente cristallisée peut être résumée de la façon suivante :

$$\text{Rente cristallisée au 31/12/2008} \\ = 0,24 \% \times \text{Durée de services validés} \times \text{Rémunération de référence}$$

Il convient alors de préciser le mode de détermination des paramètres « Durée des services validés » et « Rémunération de référence ».

2.1 DETERMINATION DE LA DUREE DE SERVICES VALIDES

L'accord collectif du 5 décembre 2008 prévoit que les périodes prises en compte pour le calcul de la durée de services validés sont au 31 décembre 2008 :

- les périodes pendant lesquelles ont été accordées une des garanties de ressources prévues à l'article 25 de la convention collective dite « verte » et ayant donné lieu au versement de cotisations à la CRPCCMPA ;
- les périodes de service militaire, de service civil, de mobilisation, de captivité et de déportation accomplies après la titularisation du salarié non cadre et avant la rupture de son contrat.

S'agissant des salariés exerçant ou ayant exercé leur activité à temps partiel, leur durée de service validés est déterminée comme s'ils avaient occupé une activité à temps complet, les périodes non travaillées étant prises en compte en totalité, conformément aux dispositions de l'article L. 212-4-5, alinéa 4, du Code du travail.

La durée de services validés s'expriment de la manière suivante :

$$\text{Durée de services validés} = \text{Nombre de jours d'affiliation à la CRPCCMPA entre la date de titularisation et la rupture du contrat ou le passage au statut de cadre et, en tout état de cause, au plus tard, le 31 décembre 2008} / 365,25$$

Par conséquent, les durées de services validés seront évaluées étant précisé que la date de fin de calcul de la durée de services validés varie en fonction des catégories de population :

1. Actif / Préretraité / Invalide : 31/12/2008
2. Radié : Date de sortie
3. Conjoint survivant : Date de décès de l'actif

Le calcul de la durée de services validés est arrondi (au plus près) avec deux décimales.

2.2 DETERMINATION DE LA REMUNERATION DE REFERENCE

2.2.1 COEFFICIENT HIERARCHIQUE MOYEN

L'accord collectif du 5 décembre 2008 prévoit que le coefficient hiérarchique retenu pour le calcul de la rémunération de référence est égal à la moyenne arithmétique des 10 meilleurs coefficients hiérarchiques des années prises en compte pour la détermination de la durée de services validés au prorata de la durée de service de chaque coefficient.

Quel que soit le coefficient hiérarchique, le coefficient hiérarchique retenu pour chaque année de service est compris entre 190 et 330.

Le calcul du coefficient moyen est arrondi à l'entier le plus près.

2.2.2 REMUNERATION DE REFERENCE SANS MAJORATION D'ANCIENNETE

Compte tenu de l'accord salarial de branche du 15 janvier 2008, la rémunération de référence sans majoration d'ancienneté est fixée au 31/12/2008 à :

$$\text{Rémunération de référence sans majoration} = 1820 \times [(4,211 \times C / 100) + 0,605]$$

Où C = coefficient hiérarchique évalué au point 2.2.1

2.2.3 TAUX DE MAJORATION DE LA REMUNERATION DE REFERENCE

La rémunération de référence est majorée d'un taux d'ancienneté qui dépend de l'ancienneté acquise par l'agent au 1^{er} janvier 2000 et l'ancienneté acquise à partir du 1^{er} janvier 2000.

Le calcul des anciennetés des différentes catégories de population (actif, radié, préretraité, invalide et veuf) est arrondi à l'entier le plus proche.

Le taux de majoration acquise au 1^{er} janvier 2000 est évalué selon la grille suivante :

Ancienneté acquise au 01/01/2000	Taux d'ancienneté
[0 ; 1]	2%
[2 ; 5]	4%
[6 ; 8]	6%
[9 ; 11]	9%
[12 ; 14]	12%
[15 ; 17]	15%
[18 ; 19]	18%
[20]	20%
[21]	21%
[22 ; +]	22%

Au-delà du 1^{er} janvier 2000 et jusqu'à la fermeture du régime, le taux d'ancienneté est majoré :

- de 2 % tous les 3 ans d'ancienneté supplémentaire pour les agents dont la majoration au titre de l'ancienneté au 01/01/2000 est inférieure à 16 %,
- de 2 % tous les 2 ans d'ancienneté supplémentaire pour les agents dont la majoration au titre de l'ancienneté au 01/01/2000 est supérieure ou égale à 16 %.

Le taux d'ancienneté maximum est égal à 22 %.

$$\begin{aligned} & \text{Rémunération de référence} \\ & = \text{Rémunération de référence sans majoration} \times (1 + \text{Taux d'ancienneté}) \end{aligned}$$

Le calcul de la rémunération de référence est arrondi à l'entier le plus près.

2.3 DETERMINATION DE LA RENTE CRISTALLISEE A LA FERMETURE DU REGIME

2.3.1 RENTE DE BASE

Compte tenu des éléments ci-dessus, la rente additive de base est évaluée à :

$$\text{Rente de base} = 0,24 \% \times \text{Durée des services validés} \times \text{Rémunération de référence}$$

2.3.2 MAJORATION POUR ENFANTS

Dans le cas où les participants ont eu au moins trois enfants à la date de fermeture du régime obligatoire (ou qui ont élevé au moins trois enfants n'ayant pas de lien de filiation directe, pendant au moins neuf ans avant leur seizième anniversaire pour chaque enfant, et ayant été à sa charge ou à celle de son conjoint), une majoration pour enfants est prise en compte :

Nombre d'enfants	Majoration pour enfants
3 enfants	10%
4 enfants	15%
5 enfants	20%
6 enfants	25%
7 enfants et plus	30%

Rente cristallisée = Rente de base x (1 + Majoration pour enfants)

2.3.3 RENTE CRISTALLISEE A LA FERMETURE DU REGIME

1. Actif / Préretraité / Invalide / Radié

Rente cristallisée = 0,24 % x Durée de services validés x Rémunération de référence x (1 + Majoration pour enfants)

2. Conjoint survivant

A la liquidation de la pension de réversion à l'ARRCO, la rente de réversion tient compte d'un taux de réversion de 70 % et sera égale à :

Rente cristallisée = 0,24 % x Durée de services validés x Rémunération de référence x (1 + Majoration pour enfants) x 70 %



REGLEMENT DE RETRAITE

Edité le jeudi 6 octobre 2005

Caisse de Retraite des Personnels des Chambres de Commerce Maritimes et des Ports Autonomes
11 rue de Grenelle à Paris 7^{me}

TITRE I

Dispositions Générales

Préambule

La présente rédaction constitue la mise en conformité du Règlement de la C.R.P.C.C.M.P.A. avec les dispositions prévues dans les accords paritaires.

En application desdits accords, depuis le 1er janvier 1988, la Caisse de Retraite compare pour chaque retraité le montant de l'allocation servie par l'U.R.S. et le total des droits résultant du Titre I du présent Règlement.

Dans le cas où lesdits droits sont supérieurs à l'allocation U.R.S. la différence reste à la charge de la Caisse de Retraite.

Article 1

Constitution du Régime

Le présent Régime de Retraite est applicable aux Personnels titulaires des Ports Autonomes Maritimes et des Chambres de Commerce concessionnaires dans les Ports Maritimes de Commerce et de Pêche.

L'application de ce Régime est assurée par une Caisse de Retraite soumise aux dispositions des articles 43 à 58 du décret du 8 juin 1946 modifié.

Ladite Caisse est autorisée à fonctionner par arrêté ministériel du 4 août 1951, avec effet du 1er janvier 1951.

Article 2

Conditions d'affiliation

L'affiliation au présent Régime est obligatoire pour tous les agents titularisés à partir du 1er janvier 1993 conformément aux dispositions de l'article 3 de la Convention Collective.

Article 3

Cotisations – Assiette et Taux

Conformément aux accords paritaires du 30 novembre 1987, depuis le 1^{er} janvier 1988, les salaires servant de base au calcul du montant des cotisations sont les salaires bruts fiscaux.

En application desdits accords, les cotisations de retraite sont, à titre général, depuis le 1er janvier 1988 constituées par une contribution mensuelle destinée à l'U.R.S. au taux contractuel de 6,25 % appelée suivant les dispositions propres à l'A.R.R.C.O. et une contribution mensuelle destinée à la C.R.P. au taux de 2,18% depuis le 1^{er} janvier 2004 appelée à un taux fixé par une commission paritaire.ⁱ

Les cotisations ci-dessus sont réparties à raison de 57,58 % pour la part employeur et de 42,42 % pour la part salariale.

Depuis le 1er janvier 1997, les cotisations sont calculées sur les éléments de rémunération entrant dans l'assiette des cotisations de Sécurité Sociale, telle que définie à l'article L 242-1 du Code de Sécurité Sociale.

ⁱ Taux d'appel de 100% au 1^{er} janvier 2004

Les cotisations sont payables par l'employeur trimestriellement à terme échu et exigibles le 1er jour du trimestre suivant. Elles sont collectées auprès des entreprises par chacune des deux Caisses de retraite.

Les modalités de révision des taux de cotisation sont définies par l'article 9 du protocole n° 2 et l'article 3 du protocole n° 3 des accords du 30 novembre 1987.

Dans le cas où, nonobstant les modalités de révision prévues, la charge totale du présent régime viendrait à excéder les ressources de la Caisse, il serait procédé par le Conseil d'Administration de la caisse, en premier lieu, à une réduction de 1/11ème du montant de la retraite, puis, soit à une réduction proportionnelle des prestations soit à une augmentation proportionnelle des cotisations ci-dessus, soit l'une et l'autre.

Article 4

Définition des Droits des Allocataires

Par allocataire, il faut entendre l'agent retraité, la veuve, le veuf, l'orphelin ou le titulaire d'une pension d'invalidité (article 9).

Les allocataires peuvent prétendre au versement d'une allocation globale déterminée en application des articles 4bis à 14bis du présent Règlement.

Article 4bis

Prestations – Assiette des prestations

Les salaires servant à la détermination des prestations sont les salaires augmentés de la majoration au titre de l'ancienneté calculés conformément aux dispositions des articles 9 alinéa 1er et 10 de la Convention Collective, sur la base de la durée légale du travail.

Les heures supplémentaires, primes et indemnités de toute nature ainsi que les allocations et suppléments familiaux ne sont pas pris en compte.

Article 5

Conditions d'admission à la pension vieillesse

Le droit à pension de vieillesse est acquis à 65 ans à tout agent qui a effectué au moins six mois de service.

Toutefois l'âge de la retraite est ramené à 60 ans, sans coefficient d'anticipation, sur leur demande pour les agents ayant effectivement accompli 15 ans au moins de service dans les fonctions ci-après :

- Manœuvre de force,
- Conducteur d'engin,
- Mécanicien - Conducteur d'engin,

et les agents auxquels la Sécurité Sociale accorde une pension au taux plein dans le cadre des dispositions des articles L 351-1, R.351-1 et R.351-2 du Code de la Sécurité Sociale.

L'âge de la retraite est ramené à moins de 60 ans, sans coefficient d'anticipation, pour les agents auxquels la Sécurité Sociale accorde une retraite anticipée au taux plein dans le cadre des dispositions des articles L 351-1, R.351-1 et R.351-2, D.351-1 du Code de la Sécurité Sociale concernant les « carrières longues » et les assurés handicapés en application de la Loi n°2003-775 du 21.8.2003 dite « Loi Fillon ».

Article 6

Décompte des annuités - Bonifications

Les services accomplis par l'agent sont validés à partir de sa date de titularisation.

Les services accomplis par l'agent après son 65^{ème} anniversaire sont exclus du décompte.

Les services accomplis par l'agent avant sa titularisation et effectués avant la possibilité de son affiliation à un Régime de retraite Complémentaire autre que celui prévu à l'article 34 alinéa 1 de la Convention Collective, sont validés après un an de présence dans l'Etablissement, sauf dispositions plus favorables du contrat de travail et des accords d'entreprise.

La période pendant laquelle est accordée une des garanties de ressources prévues à l'article 25 de la Convention Collective et donnant lieu au versement de cotisations à la Caisse de Retraite, est prise en compte dans le calcul des annuités.

Les périodes de Service militaire, de mobilisation, de captivité et de déportation accomplies après l'entrée de l'agent dans l'Etablissement, et avant son éventuelle démission ou révocation, sont validées dans les mêmes conditions que des périodes de service civil.

Les services à temps partiel sont validés :

- pour leur durée réelle lorsqu'ils sont accomplis dans le cadre de l'article 5 - alinéa 5-1 - 1^oa et 3^o de la Convention Collective
- dans les conditions du travail à temps plein lorsqu'ils sont accomplis dans le cadre de l'article 5 - alinéa 5-1 - 1^ob, 1^oc et 2^o de la Convention Collective.

Les années de service militaire, accomplies après la démission ou la révocation et avant l'époque où l'intéressé a atteint l'âge normal de la retraite, n'entrent pas en compte dans le calcul de la pension de vieillesse.

Article 7

Montant de la pension de vieillesse

La retraite normale à 65 ans est égale à 1,27 % du salaire par année de service validée dans les conditions de l'article 6 du présent Règlement.

Le salaire servant de base au calcul de la retraite est celui résultant, à la date de mise à la retraite, du coefficient hiérarchique moyen des dix meilleures années d'activité, complété par la majoration pour ancienneté au taux atteint lors de la mise à la retraite

Le coefficient hiérarchique moyen est porté au minimum à 150.

Pour les agents ayant eu au moins trois enfants, la retraite ainsi déterminée est majorée comme suit :

- 10 % pour 3 enfants
- 15 % pour 4 enfants
- 20 % pour 5 enfants
- 25 % pour 6 enfants
- 30 % pour 7 enfants et plus

Ouvrent également droit à majoration les enfants n'ayant pas de lien de filiation directe avec l'agent mais ayant été élevés par celui-ci pendant au moins neuf ans avant leur seizième anniversaire et ayant été à sa charge ou à celle de son conjoint.

Article 8

Anticipation

Les retraites prévues normalement à l'âge de 65 ans peuvent être versées par anticipation à l'âge où l'agent cesse définitivement son activité et au plus tôt à partir de 60 ans.

Sous réserve des dispositions de l'article 5, la pension calculée à 65 ans, d'après le nombre des années de service validées au moment de la liquidation, est alors affectée des coefficients de minoration ci-après :

▪ 64 ans	0,95
▪ 63 ans	0,90
▪ 62 ans	0,85
▪ 61 ans	0,80
▪ 60 ans	0,75

Article 9

Pension d'invalidité

Un agent en exercice affilié au présent régime, bénéficiaire d'une des prestations énumérées ci-dessous :

- pension d'invalidité de 2^{ème} catégorie de la Sécurité Sociale
- rente d'accidenté du travail avec une réduction de capacité professionnelle égale ou supérieure à 2/3

a droit, à compter du 1^{er} jour du mois qui suit sa mise en invalidité et au plus tôt le 1^{er} jour du mois qui suit le licenciement pour inaptitude physique, à la jouissance d'une pension d'invalidité liquidée dans les conditions des articles 4bis, 6 et 7 du présent Règlement.

Les services sont validés jusqu'à la veille de la prise d'effet de la pension.

Un agent bénéficiaire d'une pension d'invalidité de 2^{ème} catégorie de la Sécurité Sociale postérieurement à son licenciement pour inaptitude physique, et dont la pension d'invalidité de 2^{ème} catégorie de la Sécurité Sociale est la continuité de la situation ayant entraîné le licenciement, a droit à une pension d'invalidité liquidée dans les conditions du premier paragraphe du présent article. Les services sont alors validés jusqu'à la date du licenciement.

La pension d'invalidité est suspendue, quand l'agent ne remplit plus les conditions décrites au 1^{er} paragraphe du présent article.

Avant son soixantième anniversaire, l'agent doit opter pour une transformation de sa pension d'invalidité, au 1^{er} jour du mois suivant son 60^{ème} ou son 65^{ème} anniversaire et au plus tôt à la date de liquidation de la pension à taux plein de la Sécurité Sociale, en une pension de vieillesse liquidée dans les conditions des articles 4bis, 6 et 7 du présent Règlement.

La même règle s'applique dans le cadre des dispositions du dernier alinéa de l'article 5 en remplaçant le 1^{er} jour du mois suivant le 60^{ème} anniversaire par la date d'obtention d'une pension au taux plein de la Sécurité Sociale.

Les services courus entre la mise en invalidité et la liquidation de la pensions d'inaptitude de la Sécurité Sociale sont validés jusqu'à la veille de la prise d'effet de ladite pension.

Article 9bis

Anciens déportés ou internés – Anciens combattants – Anciens prisonniers de guerre

1. Les anciens déportés ou internés qui ont obtenu à un âge compris entre 60 et 65 ans la pension de vieillesse des assurances sociales au taux maximum au titre des dispositions du décret 65-315 du 23 avril 1965.
2. Les anciens combattants et prisonniers de guerre qui ont obtenu à un âge compris entre 60 et 65 ans la pension de vieillesse des assurances sociales au taux maximum au titre des dispositions de la loi 73- 1051 du 21 novembre 1973 et des textes subséquents,

peuvent demander la liquidation de leur pension du régime complémentaire sans qu'il leur soit fait application des coefficients d'anticipation prévus à l'article 8.
Cette disposition est subordonnée à la cessation préalable d'activité.

Article 10

Cessation de service pour acte de bravoure

Peuvent exceptionnellement obtenir pension quels que soient leur âge et la durée de leur activité les agents qui ont été mis hors d'état de continuer leur service soit par un acte de dévouement dans l'intérêt public, soit en exposant leurs jours pour sauver la vie d'une ou plusieurs personnes, soit par suite de lutte soutenue ou d'attentat subi à l'occasion de l'exercice normal de leurs fonctions.

La pension dans ce cas est égale à 33 % du salaire de base défini au paragraphe 2 de l'article 9 ou au taux de la pension d'invalidité qui serait acquise par l'intéressé si ce taux est supérieur.

Elle est remplacée, à la date d'obtention d'une pension au taux plein de la Sécurité Sociale, par une pension de vieillesse dans les conditions des trois derniers paragraphes de l'article 9 sans que cette transformation puisse entraîner de réduction.

Article 11

Licenciement - Démission

Lorsqu'en application de l'article 25 de la Convention Collective, un agent quitte le Port Autonome ou la Chambre de Commerce, il a droit, sur sa demande, à une pension vieillesse calculée et servie conformément au présent Règlement.

Lorsqu'un agent est licencié en application des dispositions de l'article 25 (i.V.a.) de la Convention Collective : réduction du personnel, et bénéficie d'une des garanties de ressources prévues, l'Employeur assure le versement à la Caisse de Retraite où cet agent est affilié, en application de l'article 34 de la Convention Collective, de la part patronale qui lui incomberait si l'intéressé était resté en activité et de la part salariale correspondante, ceci dans la mesure où une contribution supportée par le régime d'assurance chômage des travailleurs sans emploi ne garantit pas à l'agent, après son licenciement, l'acquisition des droits à pension de retraite.

Article 12

Pensions de veuves, de veufs ou d'orphelins

Droits des ex-conjoints

L'ex-conjoint d'un agent bénéficiaire d'une pension au moment de son décès a droit, à compter du 1^{er} jour du trimestre civil suivant le décès, à une pension de réversion égale à 70 % de la pension dont bénéficiait l'agent à la date de son décès.

L'ex-conjoint d'un agent décédé en activité a droit, à compter du 1^{er} jour du mois suivant le décès, à une pension égale à 70 % des droits directs calculés conformément aux articles 4bis, 6 et 7 du présent Règlement.

Les pensions d'ex-conjoints liquidées avant le 1^{er} janvier 1993 seront révisées au soixante cinquième anniversaire de leur bénéficiaire selon les dispositions du Règlement en vigueur à la date de la révision.

En cas de décès de l'agent par accident du travail survenant au service d'un Etablissement affilié, le nombre minimum d'annuités validées est de 15 ans, avec le taux d'ancienneté correspondant.

Lorsqu'un ex-conjoint remarié à un autre allocataire du présent régime devient veuf(ve) pour la seconde fois, il lui est servi la pension de réversion du montant le plus élevé.

Le conjoint divorcé non remarié est assimilé à un conjoint survivant pour l'ouverture du droit à pension de réversion.

Lorsqu'un agent est remarié, la pension de réversion à laquelle il est susceptible d'ouvrir droit à son décès est partagée entre son conjoint survivant et le ou les précédents conjoints divorcés non remariés au prorata de la durée respective de chaque mariage.

Ce partage est opéré à titre définitif lors de la liquidation des droits du premier d'entre eux qui en fait la demande.

Les droits accordés à l'ex-conjoint sont également reconnus au concubin ou à la concubine, sous la double condition :

- que le participant n'ait pas de liens matrimoniaux à la date de son décès,
- que le concubinage ait été notoire et permanent jusqu'au décès de l'agent, et que sa durée n'ait pas été inférieure à dix ans. Il appartient au concubin ou à la concubine d'en fournir la preuve, par la production, notamment d'une attestation établie par la mairie de son domicile, ou d'un acte de notoriété.

La reconnaissance de ces droits n'intervient cependant que sous réserve d'une décision équivalente des Caisses du Régime Général ou du Régime complémentaire obligatoire.

La réversion d'une pension liquidée dans le cadre des articles 9 et 10 du présent Règlement, et non encore transformée en pension de vieillesse, est effectuée sur la base des annuités courues jusqu'à la date de décès de l'agent.

Droits des orphelins

En outre, chaque orphelin a droit, à compter du 1^{er} jour du mois suivant le décès et jusqu'à l'âge de 21 ans, à une pension temporaire égale à 15% de la pension de vieillesse dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'agent à la date de son décès, sans toutefois que le cumul de la pension du conjoint survivant et de celles des orphelins puisse excéder le montant de cette pension.

Pour chacun des orphelins de père et de mère, la pension d'orphelin, déterminée dans les mêmes conditions qu'au paragraphe précédent, est portée à 30% de la pension de base de l'agent décédé, sans toutefois que le cumul des pensions versées aux orphelins puisse excéder le montant de cette pension.

Pour le dernier orphelin mineur de père et de mère, le taux de la pension est porté à 70% de la pension de base de l'agent décédé.

S'il y a excédent, il est procédé à la réduction temporaire des rentes d'orphelins.

Le droit à pension d'orphelin est accordé, sans limite d'âge, dans les conditions prévues aux paragraphes précédents, aux orphelins présentant une invalidité les mettant dans l'impossibilité constatée de se livrer à une activité professionnelle par suite d'infirmité ou de maladie chronique et qui se trouvaient du fait de cette invalidité à la charge de l'agent ou de son conjoint au moment de son décès.

Article 13

Rachat des pensions de faible montant

Les pensions dont le montant annuel est inférieur à 50 fois le taux du salaire national horaire, défini à l'article 9 de la Convention Collective et correspondant au coefficient 100 donnent lieu au versement d'un capital égal au montant annuel de la pension multiplié par 12 quel que soit l'âge de départ en retraite.

Si le montant est compris entre 50 fois et 100 fois le taux du salaire national horaire, défini à l'article 9 de la Convention Collective et correspondant au coefficient 100, le bénéficiaire a le choix entre le versement d'un capital calculé dans les conditions décrites ci-dessus, ou, le versement d'une allocation trimestrielle.

Dans le montant annuel visé ci-dessus, la pension du conjoint survivant s'ajoute, le cas échéant, aux pensions d'orphelins(es) et les règles ci-dessus s'appliquent aux pensions ainsi cumulées.

Le versement d'un capital effectué au profit de l'agent supprime tous droits au conjoint survivant et aux orphelins ; Effectué au profit du conjoint survivant, il supprime, bien entendu, tous droits pour les orphelins.

Article 14

Péréquation des pensions

Les pensions servies par la C.R.P. sont réévaluées annuellement, le 1^{er} juillet, par décision du Conseil d'Administration, en fonction des possibilités dégagées par les produits financiers générés par le placement des réserves.

Le Conseil prend les mesures nécessaires pour que l'évolution des pensions permette le maintien du pouvoir d'achat des allocataires, en référence à la revalorisation de la formule de salaire U.P.A.C.C.I.M.

En cas de difficulté constatée par le Conseil d'Administration, celle-ci est soumise à une commission paritaire.

Un suivi annuel de l'évolution des pensions du régime de base et des produits financiers fera l'objet d'un compte rendu à l'Assemblée Générale de la C.R.P.

Un inventaire actuariel sera établi pour déterminer, à cet effet, l'ensemble des charges et ressources du fonds de retraites en application des dispositions de l'article 3, dernier alinéa.

Article 14bis

Allocations à la charge de la Caisse - Paiement des Allocations

En application des accords du 30 novembre 1987, la C.R.P. prend en charge la différence entre les Droits définis à l'article 4 du présent Règlement et les Allocations dues par l'U.R.S.

En conséquence, depuis le 1^{er} janvier 1988, la Caisse de Retraite compare, pour chaque allocataire, le montant de l'allocation U.R.S. et le total des droits résultant du présent Règlement.

Au terme de l'accord du 3 décembre 2003, ce calcul de comparaison est effectué, depuis le 1^{er} janvier 2004, une fois pour toutes à la liquidation de la pension.

Il en va de même pour la liquidation des droits dérivés (pensions de réversion, de veufs(ves) et d'orphelins(es))

Un nouveau calcul de comparaison est effectué lors de la révision à 65 ans de pensions de réversion liquidées antérieurement au 1^{er} janvier 1993.

Lorsqu'un allocataire n'ouvre pas droit à allocation U.R.S. la totalité des droits résultant du présent Règlement sont à la charge de la Caisse de Retraite.

Lors de la liquidation, la date d'effet retenue pour l'entrée en jouissance de la pension est la date d'effet de la pension de la Sécurité Sociale.

Toutefois des dispositions particulières concernant la date d'effet de certaines pensions sont décrites aux articles 9 et 12 du présent Règlement.

Dans le cas d'une demande de pension déposée tardivement, la date d'effet retenue pour l'entrée en jouissance de la pension sera, au plus tôt, le 1^{er} jour du mois suivant l'envoi de la demande moins 1 an.

Les allocations attribuées par le présent Régime sont payables trimestriellement à terme à échoir dans la première décade de chaque trimestre civil.

En cas de décès de l'allocataire, le montant de la pension trimestrielle reste acquis, aucun prorata ne pouvant être réclamé aux ayant droit ou à la succession au titre de ce trimestre.

Article 15

Incessibilité et insaisissabilité

Les pensions attribuées en vertu du présent Règlement sont incessibles et insaisissables dans les limites et conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

TITRE II

Section Supplément de retraite

Article 1

Principe

Le service d'un supplément de retraite est institué, depuis le 1^{er} janvier 1993, conformément aux dispositions du protocole d'accord conclu paritairement le 2 décembre 1992.

Article 2

Financement

Le financement de ce supplément de retraite est assuré par le fonds de réserve dédié affecté à cette section et ses produits financiers.

Afin d'assurer le service du supplément de retraite, le Conseil d'Administration procédera à un examen annuel de la situation financière et présentera des propositions à la Commission Paritaire conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord paritaire du 3 décembre 2003.

Article 3

Bénéficiaires

Sont bénéficiaires du supplément de retraite :

1. les retraités percevant une allocation payée par la C.R.P.C.C.M.P.A. et plus généralement tous les ayants droits visés à la section « Complément de Retraite », titre I,
2. les agents en cessation anticipée d'activité dont les périodes d'inactivité sont validées par décision du Conseil d'Administration sous réserve que ces périodes aient été au préalable validées par l'U.P.S.
Les agents non cadres concernés par la cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante bénéficient du supplément de retraite, sans condition d'âge minimum de départ.

Article 4

Ouverture des droits

Les droits à supplément de retraite sont ouverts :

- pour les agents en cessation anticipée d'activité, à compter du 1^{er} jour du mois suivant la date de rupture du contrat de travail,
- pour les ayants droits des agents en cessation anticipée d'activité à compter du 1^{er} jour du trimestre civil qui suit le décès,
- pour les retraités, ou leurs ayants droits à la date d'obtention d'une pension payée par la C.R.P.C.C.M.P.A.,
- pour les autres bénéficiaires, à la date d'obtention d'une pension payée par la C.R.P.C.C.M.P.A.

Article 5

Paiement

Les suppléments de retraite définis dans le présent règlement sont payables trimestriellement, indépendamment des retraites complémentaires, à terme à échoir, dans la première quinzaine de chaque trimestre civil.

En cas de décès du bénéficiaire, le montant trimestriel du supplément de retraite reste acquis, aucun prorata ne pouvant être réclamé aux ayants droits ou à la succession au titre de ce trimestre.

Article 6

Calcul du montant du Supplément de retraite

Pour les retraités et les agents en cessation anticipée d'activité, le montant annuel du supplément de retraite est égal au produit du nombre d'annuités prises en compte par la valeur de l'annuité fixée annuellement, au 1^{er} juillet, par le Conseil d'Administration.ⁱⁱ

Pour tous ayants droits visés à la section « Complément de Retraite », titre 1, le montant annuel du supplément de retraite défini ci-dessus est affecté d'un coefficient de 0,70 pour les conjoints survivants au prorata des années de mariage et de 0,15 pour chacun des orphelins, taux porté à 0,30 pour le dernier.

Article 7

Décompte des annuités

Les annuités retenues pour le calcul du supplément de retraite sont celles correspondant à la totalité des services passés depuis la date d'entrée dans l'Etablissement jusqu'à la cessation d'activité à l'exclusion des périodes ayant donné lieu à cotisations auprès d'une Caisse de Retraite des Cadres.

Pour les titulaires d'une pension au titre de l'article 9 du règlement de retraite ainsi que pour les pré-retraités, un nouveau décompte des annuités est effectué à la date d'entrée en jouissance de leur pension vieillesse du régime complémentaire de Retraite C.R.P.C.C.M.P.A. pour tenir compte des périodes validables postérieurement à leur cessation d'activité.

ⁱⁱ En 2003, la valeur de l'annuité du Supplément de Retraite est fixée à 20,58€

Version n°8 (30.IV.09)

**CAISSE DE RETRAITE DES PERSONNELS
DES CHAMBRES DE COMMERCE MARITIMES
ET DES PORTS AUTONOMES**

CRPCCMPA

CONTRAT DE RETRAITE COLLECTIVE

A PRESTATIONS DEFINIES

°°°°°

N° RK 151 099 034

Le présent contrat est un contrat d'assurance de groupe conclu sous le numéro RK 151 099 034 entre

L'U.P.F.

dont le Siège Social est situé :

représentée par ...
en sa qualité de ...
dûment habilités aux fins des présentes

la C.R.P.C.C.M.P.A

dont le Siège Social est situé :

représentée par ...
en sa qualité de ...
dûment habilités aux fins des présentes

agissant pour le compte des entreprises adhérant au présent contrat par avenant,

ci-après dénommées conjointement "Les Contractantes"

et

ARIAL ASSURANCE

Société anonyme - RCS LILLE B 410 241 657

dont le Siège Social est situé : 32, avenue Emile Zola - 59370 MONS EN BAROEUL

représentée par Gilbert GURCEL et Olivier SIMARD,
en leur qualité respective de Membre du Directoire et de Directeur Technique,
dûment habilités aux fins des présentes

PREMALLIANCE

Institution de Prévoyance

dont le Siège Social est situé : 485, avenue du Prado - 13412 MARSEILLE CEDEX 20

représentée par ...,
en sa qualité de ...,
dûment habilité aux fins des présentes

ci-après dénommée conjointement « Les Coassureurs »

Les Coassureurs participent au présent contrat pour, respectivement, les quotes-parts suivantes :

ARIAL ASSURANCE _____ 85%

PREMALLIANCE _____ 15%

Les Coassureurs se donnent mandat mutuellement pour assurer les actes de gestion et de suivi du présent contrat selon un protocole de coassurance signé à cet effet entre eux.

Le présent contrat est régi par le Code des Assurances et le Code de la Sécurité Sociale, branche d'activité 20, et comprend :

- Les Conditions Générales, qui définissent la nature des garanties, le fonctionnement du contrat et les obligations réciproques des Contractantes et des Coassureurs,
- Les Conditions Particulières qui précisent les éléments spécifiques qui ont servi de base à l'établissement du contrat et qui prévalent, lorsqu'elles y dérogent, sur les Conditions Générales,
- Le Protocole de Coassurance précisant les attributions de chacun des Coassureurs, notamment pour ce qui touche à la gestion administrative du contrat.

SOMMAIRE

CONDITIONS GENERALES

Article 1 - Objet du Contrat

Article 2 - Date d'effet - Durée - Renouvellement

Article 3 - Transfert des provisions existantes et dotations complémentaires

Article 4 - Taux de couverture des engagements de retraite des entreprises adhérentes

Article 5 - Valorisation du Fonds collectif

Article 6 - Prestations

Article 7 - Commission consultative de suivi

Article 8 - Informatique et Liberté

Article 9 - Prescription

Article 10 - Examen des Litiges

Article 11 - Autorité chargée du contrôle

CONDITIONS PARTICULIERES

Article 1 – Date d'effet

Article 2 – Frais de gestion

Article 3 – Disposition particulière en cas de dénonciation du contrat

ANNEXE DE GESTION FINANCIERE

Conditions générales

Article 1 - OBJET DU CONTRAT :

Dans le cadre de la transformation de l'Institution de Retraite Supplémentaire (IRS) de la C.R.P.C.C.M.P.A. en I.G.R.S., le présent contrat a pour objet la reprise des engagements de retraite supplémentaire du régime géré par la C.R.P.C.C.M.P.A. au profit des salariés remplissant les conditions prévues à l'Accord de substitution relatif à la fermeture du régime. A cet égard, le présent contrat traite des dispositifs gérés par la C.R.P.C.C.M.P.A. et intitulés « supplément de retraite » et « régime obligatoire ». Il est précisé que l'accord de fermeture du régime, qui est conclu dans le respect des dispositions des décrets d'application de l'article 116 de la loi du 21 août 2003, est annexé au présent contrat.

Les entreprises adhérentes de la C.R.P.C.C.M.P.A. adhèrent au présent contrat par avenant d'adhésion, et pour ce qui concerne sa quote-part d'engagements de retraite des régimes gérés par la C.R.P.C.C.M.P.A.

A cet effet l'Assureur mandaté :

- reçoit le transfert des provisions existantes ainsi que les dotations nettes des frais de gestion, versées par les Contractantes, représentant les capitaux constitutifs des prestations dues aux bénéficiaires,
- garantit le versement viager des retraites, qu'elles soient à effet immédiat ou différé.

Toute modification qui pourrait être apportée ultérieurement aux accords collectifs du 15 janvier 2009 et se rapportant directement au régime, fera l'objet, en cas de besoin, d'un avenant au présent contrat.

Article 2 - DATE D'EFFET - DUREE – RENOUVELLEMENT :

Le présent contrat prend effet à la date indiquée aux Conditions Particulières, et pour une période se terminant au 31 décembre suivant.

Il est ensuite renouvelable par tacite reconduction le 1er janvier de chaque année, sauf dénonciation par l'une des parties par lettre recommandée au moins trois mois avant la date prévue pour son renouvellement.

Article 3 – TRANSFERT DES PROVISIONS EXISTANTES ET DOTATIONS COMPLEMENTAIRES :

La C.R.P.C.C.M.P.A. procède en date du 2009, au transfert vers l'Assureur mandaté, de l'ensemble des provisions et réserves affectées au service des compléments de retraite, pour un montant global de €. Lors du transfert, est communiquée à l'Assureur mandaté, la répartition par entreprise adhérente de ces provisions et réserves en fonction des engagements de retraite de chacune.

Sur la base d'une expertise actuarielle réalisée par l'Assureur mandaté, au plus tard le 31 décembre 2009, et en fonction des obligations résultant de l'Accord de fermeture du régime, les provisions et réserves transférées plus haut sont le cas échéant ajustées à la hausse, notamment par des dotations complémentaires versées par chacune des entreprises adhérentes, ou à la baisse, notamment par des transferts vers les employeurs concernés par des excédents de provisions constituées pour couvrir les capitaux constitutifs des prestations dues aux bénéficiaires. Les dotations constituées en complément des provisions transférées depuis la C.R.P.C.C.M.P.A., seront diminuées des frais de gestion de la Coassurance, indiqués aux Conditions Particulières.

Tous impôts, taxes ou cotisations légales, existants, modifiés ou établis postérieurement à la date d'effet du contrat, sont à la charge des Contractantes.

Article 4 – TAUX DE COUVERTURE DES ENGAGEMENTS DE RETRAITE DES ENTREPRISES ADHERENTES :

Comme indiqué à l'article 6 ci-après, les engagements de retraite des entreprises adhérentes se décomposent en rentes viagères immédiates (RVI), payables aux bénéficiaires dès la date d'effet du présent contrat, et en rentes viagères différées (RVD) payables aux futurs bénéficiaires, encore actifs à la date d'effet du contrat.

Il est précisé que chaque entreprise adhérente au présent contrat, fait son affaire du financement de ses propres engagements, au moyen de la quote-part du transfert des provisions et réserves de la C.R.P.C.C.M.P.A. relative à ceux-ci, et d'une éventuelle dotation complémentaire nette de frais de gestion, telle qu'appelée par l'Assureur mandaté, à la suite de l'expertise actuarielle.

Dans l'hypothèse où les engagements de retraite d'une entreprise adhérente n'étaient pas intégralement financés au 31 décembre 2009, l'Assureur mandaté affecterait alors le financement de la manière suivante :

- Si le financement est suffisant pour couvrir la valeur des engagements de RVI, ceux-ci sont réputés couverts en totalité, le solde étant alors affecté à la couverture des engagements de RVD, à due-concurrence de la somme disponible, par abattement des rentes viagères différées.
- Si le financement est insuffisant pour couvrir la valeur des engagements de RVI, celui-ci est intégralement affecté à leur couverture, à due-concurrence de la somme disponible, par abattement des rentes viagères immédiates. Les engagements de RVD sont alors réputés non couverts.

Le détail des provisions transférées, des dotations complémentaires, et des engagements individuels correspondants feront l'objet d'un avenant de reprise qui sera émis par l'Assureur mandaté et signé par les parties au présent contrat, le 31 décembre 2009 au plus tard.

Article 5 - VALORISATION DU FONDS COLLECTIF :

Le montant du Fonds Collectif, arrêté au 31 décembre de l'exercice, est égal au solde des éléments suivants :

Au crédit :

- . Le montant du Fonds collectif au 31 décembre de l'exercice précédent,
- . Les dotations nettes de frais de gestion, encaissées dans l'exercice,
- . La participation bénéficiaire calculée en fonction des dates de valeur de chaque opération, sur la base de 100% du taux de rendement de l'actif en euro de l'Assureur mandaté, dans le respect de l'Article L 331-3 du Code des Assurances.

Au débit :

- . Les capitaux constitutifs des rentes liquidées en cours d'exercice,
- . Les frais mensuels de gestion sur encours visés au point 2 de l'article 2 des Conditions Particulières,
- . Le transfert de l'éventuel solde positif vers le Fonds de Revalorisation et de Régulation, au cours de l'exercice.

Les frais mensuels de gestion sur encours, mentionnés aux Conditions Particulières, sont prélevés sur le montant du Fonds Collectif atteint à chaque fin de mois.

Il est précisé qu'à la fin de l'exercice au cours duquel la totalité des capitaux constitutifs de rentes indiquées dans l'avenant de reprise, auront été prélevés, le solde créditeur du Fonds Collectif sera transféré vers le Fonds de Revalorisation et de Régulation.

Article 6 – PRESTATIONS :

1. CONDITIONS D'ATTRIBUTION :

Le bénéfice des prestations est réservé aux seuls salariés, anciens salariés ou ayants droit, remplissant les conditions prévues à l'Accord de fermeture du régime géré par la C.R.P.C.C.M.P.A.

2. LIQUIDATION DE LA RENTE :

L'Assureur mandaté crée un Fonds des Rentes, et un Fonds de Revalorisation et de Régulation propres au présent contrat.

Les Coassureurs garantissent aux bénéficiaires le versement de rentes viagères immédiates ou différées communiquées par les Contractantes et faisant l'objet de l'avenant de reprise mentionné à l'article 4.

a. Les rentes viagères immédiates (RVI) :

Les rentes en cours de service à la date d'effet du contrat sont reprises par les Coassureurs au 1^{er} janvier 2009, moyennant le transfert des provisions mathématiques constituées et le versement des dotations complémentaires le cas échéant. Pour chacune des entreprises adhérentes au présent contrat, il est déterminé un taux de couverture des engagements relatifs aux RVI, conformément aux dispositions de l'article 4.

La liste de ces rentes ainsi que leurs caractéristiques en termes de durée, d'âge, de sexe, de montant et de réversion, fera l'objet de l'avenant de reprise cité ci-dessus.

Lors de la reprise des engagements, comme après chaque revalorisation annuelle de la rente, l'Assureur mandaté s'engage à adresser à chacun des bénéficiaires, un titre de rente qui précisera ses droits.

b. Les rentes viagères différées (RVD) :

De la même manière, il est déterminé pour chacune des entreprises adhérentes au présent contrat un taux de couverture des engagements relatifs aux RVD conformément aux dispositions de l'article 4. La liste de ces rentes ainsi que leurs caractéristiques en termes de date de début de paiement, d'âge, de sexe, de montant et de réversion, fera l'objet de l'avenant de reprise cité ci-dessus.

Lors de la reprise des engagements, comme après chaque revalorisation annuelle des droits futurs, l'Assureur mandaté s'engage à adresser à chacun de ces bénéficiaires, un titre de rente qui précisera les droits du futur bénéficiaire.

En outre, en cas de décès du bénéficiaire non allocataire d'une rente viagère différée, celle-ci est reportée au taux indiqué dans l'Accord de fermeture du régime et conformément aux dispositions qui y sont prévues, sur la tête du conjoint survivant.

Enfin, en cas de décès du bénéficiaire d'une rente en cours de service, chaque orphelin de moins de 21 ans se voit attribuer une rente conformément aux dispositions prévues à l'Accord de fermeture du régime.

Le capital constitutif des rentes est déterminé en fonction du tarif en vigueur à la date de souscription du présent contrat. Ce tarif est déterminé sur la base de la table de mortalité fixée à l'article A 335-1 du Code des Assurances, ainsi que d'un taux technique de 2.25 % dans le respect de l'Article A. 132-1 du Code des Assurances, de l'âge atteint par l'Assuré à cette date, et, s'il y a lieu, de l'âge du conjoint et le cas échéant des ex-conjoints éventuels, séparés de corps ou divorcés non remariés.

Conformément aux dispositions de l'Article L912-4 du Code de la Sécurité sociale, la rente est réversible au taux indiqué dans l'Accord de fermeture du régime, sur la tête du conjoint survivant et, le cas échéant, au profit des ex-conjoints éventuels séparés de corps ou divorcés non remariés. Les bénéficiaires éventuels de la réversion devront être déclarés par l'Assuré à l'Assureur mandaté. La part de la rente de réversion revenant à chaque bénéficiaire est calculée au prorata de la durée respective de chaque mariage.

Les capitaux constitutifs des rentes sont affectés au Fonds des Rentes dès la date de reprise des engagements.

Dans tous les cas, l'engagement des Coassureurs est limité au montant total des dotations, tel qu'il résulte de l'expertise actuarielle mentionnée à l'article 3. Au cas où les données communiquées par les Contractantes, et sur lesquelles se base l'expertise actuarielle, se révéleraient inexactes, l'Assureur mandaté appellerait auprès des Contractantes une dotation complémentaire en vue de pouvoir reprendre les engagements constitués par ces rentes.

3. COMPTE DE RESULTATS DU FONDS DES RENTES :

A la fin de chaque exercice, l'Assureur mandaté établit le compte de résultats du Fonds des Rentes selon le modèle suivant :

COMPTE DE RESULTATS TECHNIQUES :

Au crédit :

- . Les provisions mathématiques des rentes différées ou en cours de service au 31 décembre de l'exercice précédent,
- . Le montant des capitaux constitutifs des rentes liquidées en cours d'exercice,
- . Le montant des capitaux constitutifs de revalorisation des rentes prélevés sur le Fonds de Revalorisation et de Régulation, en cours d'exercice,
- . Les intérêts calculés au taux technique précisé ci-dessus.

Au débit :

- . Les arrérages de rentes servis au cours de l'exercice,
- . Les provisions mathématiques des rentes différées ou en cours de service au 31 décembre de l'exercice avant revalorisation éventuelle au titre de l'exercice suivant.

COMPTE DE RESULTATS FINANCIERS :

Au crédit :

- . Les produits financiers attribués, compte tenu des dates de valeur de chaque opération énoncée ci-dessus, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'Article 5.

Au débit :

- . Les frais mensuels de gestion sur encours visés au point 2 de l'article 2 des Conditions Particulières,
- . Les frais de gestion administrative visés au point 3 de l'article 2 des Conditions Particulières, calculés sur la base du montant des provisions mathématiques de rentes différées ou en cours de service au 31 décembre de l'exercice, avant revalorisation éventuelle au titre de l'exercice suivant,
- . Les intérêts calculés au taux technique.

Il est précisé que les produits financiers de ce compte de résultats ne pourront être inférieurs à ceux calculés au taux d'intérêt technique utilisé lors de la liquidation des rentes.

Le solde cumulé des comptes de résultats techniques et financiers est intégralement affecté au Fonds de Revalorisation et de Régulation au 1er janvier de l'exercice suivant.

Si le solde est débiteur et que le Fonds de Revalorisation et de Régulation ne permet pas d'absorber ce déficit, l'Assureur mandaté se réserve le droit de procéder au transfert du Fonds des Rentes spécifique au présent contrat, sur le Fonds Général des Rentiers de chaque Coassureur. Dans ce nouveau cadre, les revalorisations futures des retraites seront alors déterminées après amortissement de la perte financière non compensée.

Chaque année, l'Assureur mandaté communiquera aux Contractantes un état des rentes en cours de service précisant par individu le détail de la retraite et de son provisionnement.

5. SERVICE DES RENTES :

Les rentes en cours de service sont versées sur un mode trimestriel à échoir, jusqu'au jour du décès de l'Assuré puis, en cas de réversion jusqu'au décès du ou des bénéficiaires pour la part qui lui (leur) revient. Le versement relatif au trimestre au cours duquel survient le décès, est dû. L'Assureur mandaté se réserve le droit de demander à tout moment, tout document permettant de justifier de la situation de l'Assuré, notamment le non-décès, et de subordonner le cas échéant le service de la rente à la production de ce document.

Dans le but de conserver une meilleure qualité de service, l'Assuré doit également aviser l'Assureur mandaté de toute modification d'adresse, de domiciliation de son compte bancaire ou de situation familiale. A défaut, les correspondances seront adressées à la dernière adresse connue.

6. REVALORISATION DES RENTES :

Les capitaux constitutifs de revalorisation des rentes différées ou en cours de service sont prélevés sur le Fonds de Revalorisation et de Régulation. Ils sont déterminés en fonction des tables de mortalité et du taux d'intérêt technique en vigueur à la date de souscription du présent contrat, c'est-à-dire sur la base de la table de mortalité fixée à l'article A 335-1 du Code des Assurances, ainsi que d'un taux technique de 2.25 % dans le respect de l'Article A. 132-1 du Code des Assurances, de l'âge atteint par l'Assuré à cette date, et, s'il y a lieu, de l'âge du conjoint et le cas échéant des ex-conjoints éventuels, séparés de corps ou divorcés non remariés.

Les rentes sont revalorisables le 1^{er} juillet de chaque année, pour la première fois à compter de l'exercice 2010, sur la base du taux décidé par les partenaires sociaux en Commission Paritaire, dans la limite du solde créditeur du Fonds de Revalorisation et de Régulation au 31 décembre de l'exercice précédent. A cet effet, l'Assureur mandaté communique au préalable à la Commission Consultative de Suivi, le taux maximum de revalorisation possible, celle-ci lui indiquant le taux de revalorisation finalement retenu.

Dans tous les cas, l'engagement des Coassureurs est limité au montant disponible dans le Fonds de Revalorisation et de Régulation, lors de chaque revalorisation.

A la fin de chaque exercice, l'Assureur mandaté établit le compte de résultat du Fonds de Revalorisation et de Régulation selon le modèle suivant :

Au crédit :

- . Le solde du Fonds de Revalorisation et de Régulation au 31 décembre de l'exercice précédent,
- . Le solde créditeur du compte de résultats techniques et financiers du Fonds des Rentes de l'exercice précédent,
- .. Les produits financiers attribués, compte tenu des dates de valeur de chaque opération, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'Article 5.

Au débit :

- . Les capitaux constitutifs de revalorisation de l'exercice,
- . Les frais mensuels de gestion sur encours visés au point 2 de l'article 2 des Conditions Particulières,
- . Le solde débiteur du compte de résultats techniques et financiers du Fonds des Rentes de l'exercice précédent,

En cas de résiliation du contrat, les rentes différées ou en cours de service continuent à être versées et revalorisées dans les mêmes conditions, et dans la limite des provisions mathématiques constituées à la date de la résiliation.

Article 7 - COMMISSION CONSULTATIVE DE SUIVI

Une Commission Consultative de Suivi est créée conformément à l'Accord de Fermeture du Régime.

Les Contractantes ainsi que les membres de la Commission consultative de suivi reçoivent des Coassureurs avant le 30 avril un rapport de gestion administrative, technique et financière précisant notamment

- . les informations statistiques relatives à la population assurée (actifs et retraités),
- . les informations techniques et comptables relatives à la phase de constitution et à la phase de service des rentes,
- . le compte de résultats du contrat.

L'Assureur mandaté s'engage à fournir toutes les informations utiles à la Commission pour lui permettre d'assurer ses fonctions de suivi et de contrôle.

Article 8 - INFORMATIQUE ET LIBERTE :

Les informations recueillies à l'occasion de l'adhésion au contrat ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion interne ou pour satisfaire aux obligations légales ou réglementaires. L'Assuré peut demander communication et rectification de toute information le concernant qui figurerait sur tout fichier à l'usage des Coassureurs, des Contractantes, de leurs mandataires, des réassureurs ou des organismes professionnels concernés. Ce droit peut être exercé au siège social de l'Assureur mandaté (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

Article 9 – PRESCRIPTION :

Toute action se rapportant à l'exécution du présent contrat se prescrit conformément aux dispositions de l'article L. 114-1 du Code des Assurances.

Cette prescription est interrompue dans les conditions prévues à l'article L. 114-2 du Code des assurances, notamment par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'Assuré ou ses ayants droit à l'Assureur mandaté en ce qui concerne le versement des rentes.

Article 10 – EXAMEN DES LITIGES :

Les éventuels litiges issus de l'application du présent contrat seront portés devant la juridiction compétente.

Article 11 – AUTORITE CHARGEE DU CONTRÔLE :

L'autorité chargée du contrôle des Coassureurs est l'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles (ACAM) - 61, rue Taitbout – 75009 Paris.

conditions particulières

Contrat N° RK 151 099 034

Article 1 - DATE D'EFFET :

Le présent contrat prend effet le 2009 .

Article 2 - FRAIS

1. Les frais de gestion sur les dotations constituées en complément des provisions transférées depuis la C.R.P.C.C.M.P.A. sont fixés à 0,15 %.
2. Les frais de gestion sur encours du Fonds Collectif, du Compte de Résultats Financiers, du Fonds de Revalorisation et de Régulation sont fixés à 0,23% par an (soit 0,0192 % en base mensuelle).
3. Les frais de gestion administrative de la Coassurance sur encours prélevés dans le compte financier du Fonds de Rentes, sont fixés à 0,15 % par an.

Article 3 - DISPOSITION PARTICULIERE EN CAS DE DENONCIATION DU CONTRAT :

En cas de résiliation du contrat, les Contractantes peuvent demander le transfert de l'intégralité des rentes en cours de service ou différées auprès d'un nouvel assureur.

Sous réserve que ce transfert soit approuvé par accord collectif opposable aux Assurés de rentes en cours de service ou différées, les Coassureurs actuels seront déchargés de plein droit de leur dette à l'égard des bénéficiaires.

Le transfert portera sur la somme des provisions mathématiques de rentes en cours de service ou différées constituées au 31 décembre de la même année.

La date d'effet du transfert sera le 1er janvier suivant la date de résiliation.

Cependant, au cas où à la date d'effet du transfert, l'actif de l'Assureur mandaté serait globalement en moins-values latentes, la date d'effet du transfert pourrait être reportée d'un trimestre renouvelable sans que le total des trimestres reportés puisse excéder quatre trimestres.

Le transfert sera alors réalisé dans les conditions suivantes :

- deux tiers du montant estimé de la somme à transférer sont versés au nouvel assureur avant la fin du mois de la date d'effet.
- le solde est versé au plus tard avant la fin du troisième mois suivant le mois de la date d'effet; il est accompagné d'intérêts calculés, au titre de l'exercice du transfert effectif, sur la base du taux technique des rentes transférées.

Le transfert effectif met fin à tous les engagements des Coassureurs au titre du présent contrat pour toute nouvelle demande de liquidation et, pour toutes les rentes en cours de service ou différées.

Fait à Paris, le

Pour LES CONTRACTANTES

Pour LES COASSUREURS

**STATUTS DE L'IGRS
DES PERSONNELS DES CHAMBRES DE
COMMERCE MARITIMES ET DES PORTS
AUTONOMES**

INSTITUTION DE GESTION DE RETRAITE SUPPLEMENTAIRE REGIE PAR :
TITRE IV DU LIVRE IX DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS GENERALES	4
Article 1 Transformation et nature juridique	4
Article 2 Dénomination	4
Article 3 Objet et responsabilité	4
Article 4 Siège social	5
Article 5 Durée et exercice social	5
Article 6 Membres adhérents et participants.....	5
Article 7 Ressources	6
Article 8 Commissaires aux comptes	6
 CHAPITRE 2 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	7
Article 9 Composition	7
Article 10 Exercice des fonctions d'administrateur.....	7
Article 11 Présidence et vice présidence du conseil d'administration	8
Article 12 Bureau et attributions.....	8
Article 13 Réunions et délibérations	9
Article 14 Attributions et pouvoirs	10
 CHAPITRE 3 L'ASSEMBLEE GENERALE	11
Article 15 Composition de l'assemblée générale	11
Article 16 Compétences de l'assemblée générale.....	11
Article 17 Réunions de l'assemblée générale	12
Article 18 Délibérations de l'assemblée générale.....	12
 CHAPITRE 4 MODIFICATION DES STATUTS, DISSOLUTION FUSION ET	
SCISSION	13
Article 19 Modification des statuts.....	13
Article 20 Fusion, scission et dissolution.....	13

PREAMBULE

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

- La caisse de retraite des personnels des chambres de commerce maritimes et des ports autonomes était, jusqu'au 31 décembre 2008, une institution de retraite supplémentaire (IRS) relevant des articles L.941-1 et suivants du Code de la sécurité sociale, dans leur version issue des textes antérieurs à la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites.
- L'article 116 de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites a prévu la disparition, au 31 décembre 2008, des institutions de retraite supplémentaires de ce type. Ainsi, celles-ci doivent, au plus tard, à cette date, soit :
 - être transformées en Institution de Prévoyance (par création ou fusion avec une Institution de Prévoyance existante),
 - être transformées en Institution de Gestion de Retraite Supplémentaire (IGRS) ou,
 - être dissoutes.
- En l'espèce, l'option retenue est celle de la transformation de la caisse de retraite des personnels des chambres de commerce maritimes et des ports autonomes en Institution de Gestion de Retraite Supplémentaire.
- L'article 116 de la loi du 21 août 2003 et son décret d'application n° 2007-1897 du 26 décembre 2007 pris pour la mise en œuvre des dispositions de l'article 116 précité et relatif à la transformation des institutions de retraite supplémentaire précisent, notamment, les modalités de transformation des IRS en IGRS.
- Conformément aux statuts de l'Institution de Retraite Supplémentaire, les nouveaux statuts de l'IGRS ont été élaborés par accord entre les délégués des adhérents et les délégués des participants à la Caisse lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire.
- Les présents statuts sont déposés auprès du Ministre chargé de la sécurité sociale et auprès de l'ACAM, conformément à l'article R. 941-4 du Code de la sécurité social dans sa rédaction issue du décret n° 2007-1897 du 26 décembre 2007.

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 Transformation et nature juridique

La caisse de retraite des personnels des chambres de commerce maritimes et des ports autonomes est transformée en Institution de Gestion de Retraite Supplémentaire (IGRS) à effet du 1^{er} janvier 2009 et ce, sans création d'une nouvelle personne morale, conformément à l'article L. 941-1 du Code de la sécurité sociale, dans sa rédaction issue de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites.

Elle est contrôlée par l'ACAM.

Article 2 Dénomination

L'IGRS a désormais pour dénomination « *Institution de Gestion des Retraite Supplémentaire des personnels non cadres des chambres de commerce maritimes et des ports autonomes*, ou établissement qui leur sont substitués, *régie par le titre IV du livre IX du Code de la sécurité sociale* », usuellement dénommée « CRP ».

Article 3 Objet et responsabilité

L'IGRS a pour objet, à l'exclusion de toute autre opération, d'accomplir pour le compte des entreprises adhérentes, les opérations de gestion administrative, relatives aux régimes de retraite supplémentaires des salariés et anciens salariés non cadres ou ayants droits suivants :

- le régime dit « obligatoire » cristallisé au 31 décembre 2008 ;
- le nouveau régime de retraite supplémentaire à cotisations définies institué à compter du 1^{er} janvier 2009 ;
- le régime dit « supplémentaire » pour lequel le versement des pensions cessera au 31 décembre 2009.

La responsabilité de l'institution ne peut être engagée qu'en ce qui concerne la gestion administrative des régimes. Elle n'est en aucun cas responsable de la bonne fin des prestations dues aux salariés, anciens salariés non cadres ou ayants droit, en application du ou des accord(s) collectif(s) conclu(s) et traitant de :

- l'évolution des régimes de retraite gérés par la Caisse de retraite jusqu'au 31 décembre 2008 et,
- la mise en place du nouveau régime de retraite supplémentaire à cotisations définies.

Article 4 Siège social

Le siège social de l'IGRS se situe au 11 rue de Grenelle, 75007 PARIS.

Il pourra être transféré en tout autre lieu par simple décision du Conseil d'Administration et ratification ultérieure par l'assemblée générale.

Article 5 Durée et exercice social

L'IGRS est constituée pour une durée indéterminée.

L'exercice social de l'IGRS débute le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre de chaque année.

Article 6 Membres adhérents et participants

L'institution se compose des membres adhérents et de membres participants.

- Les membres adhérents à l'IGRS sont :
 - les chambres de commerce et d'industrie concessionnaires dans les ports maritimes de commerce et de pêche et,
 - les ports autonomes maritimes ou les établissements qui leur seront substitués ne bénéficiant pas d'un régime spécial de retraite régulièrement autorisé.
 - Les autres établissements adhérents à la CRP au 31 décembre 2008.
- Les membres participants à l'IGRS sont les salariés, anciens salariés et ayants-droits des salariés ou anciens salariés des membres adhérents qui ont la qualité de bénéficiaires du ou des régimes pour lesquels l'IGRS effectue les opérations de gestion administrative.

Article 7 Ressources

En contrepartie de la gestion administrative qu'elle opère, les ressources de l'IGRS sont constituées par une contribution financière annuelle versée par l'Union des Ports de France (UPF) pour le compte des entreprises adhérentes.

Elles peuvent également comprendre toute autre ressource, non interdite par les lois et règlements en vigueur.

Article 8 Commissaires aux comptes

L'IGRS a recours à un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant. Le commissaire aux comptes exerce sa mission de contrôle dans les conditions prévues par les normes et règles de sa profession.

Les commissaires aux comptes sont désignés par l'assemblée générale. Le commissaire aux comptes est nommé pour six exercices, ses fonctions expirent après la réunion de l'assemblée générale qui statue sur les comptes du sixième exercice. Le commissaire aux comptes nommé par l'assemblée générale en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

Les délibérations prises à défaut de désignation régulière de commissaire aux comptes ou sur le rapport de commissaire aux comptes nommé ou demeuré en fonction, contrairement aux dispositions du Code de la sécurité sociale, sont nulles, sauf si ces délibérations sont confirmées par l'assemblée générale.

Si l'assemblée générale omet de désigner un commissaire aux comptes, tout membre adhérent de l'IGRS peut demander au Tribunal de Grande Instance, statuant en référé, la désignation d'un commissaire aux comptes. Le mandat ainsi conféré prend fin, lorsqu'il a été pourvu par l'assemblée générale à la nomination du, ou des commissaires aux comptes.

CHAPITRE 2 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 9 Composition

L'institution est administrée par un conseil d'administration composé de personnes physiques, représentant en nombre égal les membres adhérents et les membres participants. Le nombre total de sièges est de 10. Ces sièges, sont répartis en nombre égal entre :

- les administrateurs appartenant au collège des adhérents et,
- les administrateurs appartenant au collège des participants.

Les 5 administrateurs de l'IGRS appartenant au collège des adhérents sont élus par les délégués adhérents de l'assemblée générale.

Les 5 administrateurs de l'IGRS appartenant au collège des participants sont élus par les délégués participants de l'assemblée générale. L'un au moins de ces administrateurs doit être un participant retraité.

Ces votes se déroulent lors d'une assemblée générale, par vote à bulletin secret, sur la base des candidatures proposées dans chacun des collèges.

Les postes d'administrateurs devenus vacants dans les cas énumérés à l'article R. 931-3-10 du Code de la sécurité sociale sont pourvus lors de l'assemblée générale la plus proche, selon les formes mentionnées dans le présent article. Le mandat du nouvel administrateur prend fin à l'arrivée du terme normal du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article 10 Exercice des fonctions d'administrateur

- **La durée des fonctions** de chaque administrateur est de 6 ans, le renouvellement dans chaque collège ayant lieu tous les six ans. Le mandat des administrateurs sortant peut être renouvelé.
- **Les fonctions d'administrateur prennent fin** à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

- **La limite d'âge**, pour exercer les fonctions d'administrateur, est fixée à 70 ans pour 4/5^{ème} des administrateurs de chaque collège. Autrement dit, 1/5^{ème} des administrateurs, au sein de chaque collège peut avoir un âge supérieur à 70 ans et au maximum 75 ans.

Lorsque la limitation fixée ci-dessus pour l'âge des administrateurs est dépassée, l'administrateur le plus âgé du collège considéré est réputé démissionnaire d'office.

- **Les fonctions** de membre du conseil d'administration ne sont **pas rémunérées**. Mais, Les membres du conseil ont droit au remboursement des frais occasionnés par leur mandat sur présentation de justificatifs des frais engagés dans la limite de montants fixés chaque année par le conseil d'administration.
- Les administrateurs doivent remplir les **conditions** énoncées à l'article L. 931-9 du Code de la sécurité sociale.

Article 11 Présidence et vice présidence du conseil d'administration

Le conseil d'administration élit, en alternance, et pour une durée de un an, un président et un vice président, obligatoirement choisis parmi des administrateurs appartenant à des collèges différents.

Le conseil d'administration peut, à tout moment, mettre un terme aux fonctions du président et du vice-président.

La limite d'âge, pour exercer les fonctions de président ou de vice président, est fixée à 75 ans.

Lorsque le président ou le vice-président atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Article 12 Bureau et attributions

Le bureau est composé du Président, du Vice Président, d'un secrétaire et d'un trésorier.

Le secrétaire et le trésorier sont élus, par le conseil d'administration, pour une durée de un an et sont immédiatement rééligibles. Ils sont obligatoirement choisis parmi des administrateurs appartenant à des collèges différents.

Le bureau assure la gestion courante de l'institution. Il se réunit aussi souvent que l'intérêt de l'institution l'exige, sur convocation du président.

Le secrétaire est chargé des convocations. Il établit ou fait établir les procès-verbaux des réunions du bureau du conseil.

Le trésorier établit ou fait établir, sous sa responsabilité, les comptes de l'institution. Il procède, sous le contrôle du président, au paiement et à la réception de toutes sommes.

Article 13 Réunions et délibérations

13.1. Convocation

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président, ou de son vice-président en cas d'empêchement, chaque fois que celui-ci le juge utile, et au moins une fois par an. Le président ou, à défaut, le vice-président, fixe l'ordre du jour des réunions du conseil d'administration.

Le président ou le vice président est tenu de convoquer un conseil d'administration si une réunion est demandée par au moins la moitié des membres du conseil qui fixent alors l'ordre du jour correspondant.

Lorsque le conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de quatre mois, des administrateurs constituant le tiers du conseil peuvent convoquer le conseil, en indiquant l'ordre du jour de la séance.

Les convocations sont adressées 15 jours avant la réunion, par lettre simple. Elles mentionnent l'ordre du jour de la réunion.

13.2. Réunion

Le conseil se réunit au siège de l'institution ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Il est tenu, à chaque réunion, un registre de présence signé par les administrateurs participant à la réunion du conseil.

13.3. Quorum et Délibérations

Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la majorité absolue de ses membres est présente ou représentée.

Si le quorum n'est pas atteint, le conseil se réunit à nouveau dans un délai maximum de quinze jours, sur convocation adressée, par lettre simple ou courrier dématérialisé, au moins 8 jours avant la réunion. Après cette deuxième convocation le conseil d'administration peut délibérer valablement quel que soit le nombre d'administrateurs présents dans chaque collège.

L'administrateur d'un collège déterminé ne peut disposer, au cours de la même séance, que d'une procuration donnée par un administrateur appartenant au même collège.

Les délibérations du conseil sont prises à la majorité des membres présents ou représentés et sont consignées dans un procès verbal, dans les conditions de l'article A.931-3-4 du Code de la sécurité sociale, qui doit être approuvé à la réunion suivante et signé des Président et Vice-président.

13.4. Confidentialité

Les administrateurs, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil d'administration, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le président ou le vice-président.

Article 14 Attributions et pouvoirs

Le conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour administrer l'institution, dans les limites de son objet. Le conseil définit les principales orientations de l'institution. Il arrête le budget et les comptes annuels de l'institution.

Il prend, notamment, toutes décisions relatives à la gestion de l'institution et, particulièrement, celles relatives à l'emploi des fonds nécessaires à la réalisation de l'objet de l'institution.

Le Conseil entend également le rapport du commissaire aux comptes.

Toute convention intervenant entre l'IGRS, ou toute personne morale à laquelle elle a délégué tout ou partie de sa gestion, et l'un de ses dirigeants, telle que définie au second alinéa de l'article R.951-4-1 du Code de la sécurité sociale, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration. Il en est de même des conventions auxquelles un dirigeant est indirectement intéressé, ou dans lesquelles il traite avec l'institution par personne interposée. Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre l'IGRS et toute personne morale, si l'un des dirigeants de l'IGRS est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance de ladite personne morale.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les conventions devant être autorisées, conclues sans autorisation préalable du conseil d'administration, peuvent être annulées, si elles ont eu des conséquences dommageables pour l'IGRS.

Le dirigeant est tenu d'informer le conseil d'administration de l'IGRS, dès qu'il a connaissance d'une convention devant être autorisée. Le dirigeant intéressé ne peut pas prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

CHAPITRE 3 L'ASSEMBLEE GENERALE

Article 15 Composition de l'assemblée générale

L'assemblée générale de l'institution est composée :

- d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant, représentant les établissements adhérents et nommés au sein de chaque membre adhérent à la présente institution. Ces délégués sont nommés par chaque membre adhérent pour une durée de trois ans.
- d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant, représentant les membres participants et élus au sein de chaque établissement adhérent à la présente institution. Ces délégués sont élus, à la majorité absolue des votants, par l'ensemble des participants, après appel de candidatures individuelles organisé au sein de chaque établissement adhérent. Si la majorité absolue n'est pas atteinte au premier tour, il est procédé à un deuxième tour avec élection à la majorité relative. La durée du mandat est de trois ans.

Article 16 Compétences de l'assemblée générale

L'assemblée générale est seule habilitée à se prononcer sur les thèmes suivants :

- la modification des statuts,
- la fusion, la scission ou la dissolution de l'institution.

Après lecture du rapport de gestion, le conseil d'administration présente à l'assemblée générale, les comptes annuels de l'institution. Le commissaire aux comptes relate dans son rapport l'accomplissement de sa mission. L'assemblée générale délibère et statue sur toutes les questions relatives aux comptes de l'exercice écoulé. Elle statue, le cas échéant, sur les conventions devant être autorisées, en application de l'article R.931-3-24 du Code de la sécurité sociale.

Les membres de l'assemblée générale ont la faculté de poser par écrit des questions, auxquelles le conseil d'administration est tenu de répondre au cours de la réunion de l'assemblée.

Le conseil d'administration adresse ou met à disposition, en temps utile, aux membres de l'assemblée générale, les documents nécessaires pour leur permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion de l'institution.

Article 17 Réunions de l'assemblée générale

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an, dans les six mois suivants la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai, à la demande motivée du conseil d'administration par ordonnance du Tribunal de Grande Instance statuant sur requête.

L'assemblée générale est convoquée par le président du conseil d'administration, ou en cas d'empêchement, par le vice-président. Lorsque les circonstances sont justifiées, elle peut être également convoquée par les commissaires aux comptes et les liquidateurs.

L'assemblée générale se réunit au siège social, ou tout autre lieu du même département ou de la même région.

Une feuille de présence est tenue à chaque assemblée.

L'ordre du jour de l'assemblée générale est fixé par l'auteur de la convocation. L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. L'ordre du jour de l'assemblée ne peut être modifié sous deuxième convocation.

Tout membre de l'assemblée générale peut voter par procuration ou par correspondance.

Article 18 Délibérations de l'assemblée générale

Lorsqu'elle se réunit pour exercer des attributions relatives à la modification des statuts, la fusion, la scission ou la dissolution de l'institution, l'assemblée générale ne délibère valablement que si, lors de la première convocation et pour chacun des deux collèges, le quart au moins des membres, ou des délégués, sont présent ou représentés. A défaut de quorum, une seconde assemblée est convoquée, qui délibère, quel que soit le nombre de délégués présents ou représentés.

Dans tous les cas, les projets de délibération soumis à l'assemblée générale sont adoptés par voie de délibération concordante entre les délégués adhérents et participants, qu'ils soient présents ou représentés, ou aient fait usage de la faculté de vote par correspondance.

CHAPITRE 4 MODIFICATION DES STATUTS, DISSOLUTION FUSION ET SCISSION

Article 19 Modification des statuts

La modification des statuts est opérée par délibération de l'assemblée générale dans les conditions prévues à l'article 18.

Article 20 Fusion, scission et dissolution

La fusion, la scission ou la dissolution est formalisée par une délibération de l'assemblée générale, dans les conditions prévues à l'article 18.

En cas de dissolution de l'institution, pour quelque cause que ce soit, le conseil d'administration désigne un ou plusieurs liquidateurs chargés des opérations de liquidation.

Lors de la clôture de la liquidation, le conseil d'administration se prononce sur la dévolution de l'actif net.

La fusion ou la scission de l'IGRS est soumise à l'approbation préalable du Ministre chargé de la sécurité sociale. En cas de dissolution de l'IGRS, l'excédent de l'actif net sur le passif et dévolu, par décision du conseil d'administration, soit à des institutions régies par le livre IX du Code de la sécurité sociale, soit à des associations reconnues d'utilité publique.

Fait à Paris

Le 17 avril 2009

En 5 exemplaires originaux

CRPCCMPA - ANNEXE 5 A L'ACCORD COLLECTIF
VENTILATION DES ENGAGEMENTS PAR ETABLISSEMENT AU 31 DECEMBRE 2008
PROJET

Date de cristallisation du régime obligatoire : 31/12/2008

Montants en euros

Etablissement	Régime obligatoire	Régime supplémentaire	Total	Actifs financiers de la CRPCCMA au 30/06/2008 *	Appel complémentaire de cotisations 2008 par la CRPCCMPA **
BASTIA	737 604	10 205	747 809	227 656	519 603
BAYONNE	693 511	20 111	713 622	217 248	495 849
BORDEAUX	18 231 270	368 122	18 599 392	5 662 216	12 945 259
BORDEAUX RESTAURANT D'ENTREPRISE	25 713	-	25 713	7 828	-
BOULOGNE SUR MER	6 470 014	88 857	6 558 871	1 996 718	4 590 208
BREST	2 547 608	42 036	2 589 644	788 366	1 799 382
CAEN	773 909	13 513	787 422	239 715	547 290
CALAIS	13 210 962	68 169	13 279 132	4 042 568	9 227 625
CHERBOURG	1 917 869	17 810	1 935 679	589 279	1 309 386
DIEPPE	1 103 909	33 844	1 137 752	346 366	-
DUNKERQUE	23 007 049	437 820	23 444 869	7 137 325	16 581 593
DUNKERQUE NORTFOLCK NFI	316 313	505	316 818	96 449	220 136
DUNKERQUE SEABULCK NORVRAC	283 551	1 835	285 387	86 880	198 296
FECAMP	411 882	6 745	418 627	127 443	291 556
GRANVILLE	647 544	5 953	653 497	198 944	451 501
HONFLEUR CCI PAYS D'AUGE	221 633	3 039	224 672	68 397	139 429
LA MARTINIQUE	2 458 985	27 661	2 486 646	757 010	1 714 318
LA REUNION	6 313 812	64 262	6 378 073	1 941 678	4 419 875
LA ROCHELLE CCI	1 297 193	10 112	1 307 305	397 983	-
LA ROCHELLE CCI AEROPORT	155 683	799	156 482	47 638	3 578 259
LA ROCHELLE PORT AUTONOME	2 837 359	37 205	2 874 565	875 104	-
LA ROCHELLE SYNDICAT MIXTE	991 233	17 022	1 008 255	306 943	-
LE HAVRE	36 669 869	583 570	37 253 439	11 341 070	22 957 045
LE TREPOT	142 266	473	142 739	43 454	99 180
LORIENT	1 003 228	8 013	1 011 241	307 852	702 645
MARSEILLE C.C.I (Ex-Subrogés)	-	-	-	-	-
MARSEILLE CCI	16 561 462	194 340	16 755 802	5 100 971	7 989 943
MARSEILLE CCI AEROPORT	5 157 025	2 772	5 159 797	1 570 798	6 055 367
MARSEILLE PORT	50 665 645	693 936	51 359 581	15 635 405	31 217 356
MARSEILLE PORT (Ex-Subrogés)	714	-	714	217	-
NANTES SAINT NAZAIRE	17 098 416	217 525	17 315 942	5 271 495	11 946 966
NARBONNE	299 015	1 674	300 689	91 539	182 588
NICE	137 387	4 731	142 118	43 265	99 315
ORAN	7 196	1 316	8 512	2 591	-
QUIMPER	6 797 694	52 031	6 849 725	2 085 263	4 727 212
ROCHEFORT SUR MER	245 423	3 449	248 872	75 764	170 311
ROUEN	16 424 365	310 603	16 734 968	5 094 629	11 626 203
SAINT BRIEUC	859 239	3 403	862 641	262 614	601 342
SAINT MALO	1 196 826	9 691	1 206 517	367 300	811 493
SAINT NAZAIRE CCI	189 267	867	190 135	57 883	132 112
SETE	3 308 700	61 542	3 370 243	1 016 003	817 804
SETE PORT SETE SUD DE FRANCE	1 083 463	790	1 084 254	330 079	38 100
TOTAL	242 501 805	3 426 353	245 928 158	74 867 946	159 204 547

* Les actifs financiers de la CRPCCMPA au 30/06/2008 (hors prise en compte la valorisation des actifs immobiliers de l'IRS) sont répartis par établissement proportionnellement aux engagements totaux (régimes obligatoire et supplémentaire).

** L'estimation des appels de cotisations et ajustements de financement ne tient à ce stade pas compte des éventuelles charges sociales (et fiscales le cas échéant) qui pourraient incomber aux établissements.